

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1120

3 mai 2014

SOMMAIRE

Cemtec S.à r.l.	53755	Luxembourg International Consulting S.A.	53716
Gewinner S.à r.l.	53755	Lux Insulation Management S.à r.l.	53714
Globus Research & Development S.A. ...	53714	Maffay S.A., Société de gestion de patri- moine familial	53726
Great German Offices B	53749	Matrix EPH 2 S.à r.l.	53717
Great German Stores A	53740	Matrix German Portfolio No 1 Celle S.à r.l.	53717
Great German Stores E	53715	M.H. Luxembourg S.A.	53719
GST AutoLeather Holdings S.A.	53755	Michaels of Luxembourg S.à r.l.	53740
Halfields S.à r.l.	53714	Mirad Systems S.A.	53750
Helios International s.à r.l.	53729	Monier Holdings S.C.A.	53719
Immest S.A.	53714	Mon vin pour toir S.à r.l.	53757
Immest S.A.	53715	Musha S.A.	53760
Immofin	53716	Olinto Consulting S.à r.l.	53755
Ingenico Investment Luxembourg S.A. ...	53715	Orangefield Finance (Luxembourg) S.à r.l.	53758
IVG Andel 16 Beteiligungs GmbH	53715	TPG Rameldange S.à r.l.	53729
IVG Andel 16 Immobilien GmbH	53716		
January	53726		
Klarolux Investments S.à r.l.	53716		
Lear East European Operations	53736		
Le Bon Coin S.à r.l.	53717		

Halfields S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.600,00.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 173.474.

—
Extrait du procès-verbal de Procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire des Associés du 24 février 2014.

Résolution:

Après lecture des lettres de démission de Mr David Moscato et Mr Amourin Martins, l'assemblée décide d'accepter ces démissions et de réduire, ainsi, le nombre des gérants de 5 à 3 gérants:

Le conseil de gérance est désormais composé comme suit:

- Mme Féréshteh Pouchantchi, résidant professionnellement au 4, Bd Paul Eyschen L-1480 Luxembourg
- Mr Christian Stein, résidant professionnellement au 4, Bd Paul Eyschen L-1480 Luxembourg
- Mr Diego Pastori, résidant professionnellement au 34, Corso di Porta Nuova I - 20121 Milan.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Société Européenne de Banque

Société Anonyme

Signatures

Référence de publication: 2014034707/20.

(140039452) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mars 2014.

Globus Research & Development S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1251 Luxembourg, 13, avenue du Bois.

R.C.S. Luxembourg B 20.712.

—
Rectificatif au dépôt L130054110

Les comptes annuels clos au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014034701/11.

(140039739) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mars 2014.

Immest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons-Malades.

R.C.S. Luxembourg B 139.858.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 novembre 2013.

SG AUDIT SARL

Référence de publication: 2014034743/11.

(140038910) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mars 2014.

Lux Insulation Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 166.915.

—
Statuts coordonnés, suite à l'assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 30 septembre 2013 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 30 octobre 2013.

Référence de publication: 2014034785/11.

(140039088) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mars 2014.

Immet S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons-Malades.

R.C.S. Luxembourg B 139.858.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 novembre 2013.

SG AUDIT SARL

Référence de publication: 2014034744/11.

(140038911) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mars 2014.

IVG Andel 16 Beteiligungs GmbH, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 24, avenue Emile Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 152.245.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour IVG Andel 16 Beteiligungs GmbH

SGG S.A.

Signatures

Mandataire

Référence de publication: 2014034754/13.

(140039061) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mars 2014.

Great German Stores E, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1313 Luxembourg, 2, rue des Capucins.

R.C.S. Luxembourg B 113.889.

EXTRAIT

Der Jahresabschluss vom 31.12.2012 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Unterschrift

Geschäftsführer

Référence de publication: 2014034704/12.

(140039607) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mars 2014.

Ingenico Investment Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 116.512.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire qui s'est tenue le 6 mars 2014 à 14h00 à Luxembourg

- L'Assemblée décide à l'unanimité de renouveler le mandat de l'Administrateur Unique de:

Jean-Marc THIENPONT, 28/32, Boulevard de Grenelle, F-75015 Paris

pour une période venant à échéance à la liquidation de la société ou au plus tard lors de l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera sur les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2014.

- L'Assemblée décide à l'unanimité de renouveler le mandat de Commissaire aux Comptes de:

UNCOS

pour une période venant à échéance à la liquidation de la société ou au plus tard lors de l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera sur les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2014.

Pour copie conforme
Jean-Marc THIENPONT
Administrateur Unique

Référence de publication: 2014034750/19.

(140039825) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mars 2014.

IVG Andel 16 Immobilien GmbH, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 24, avenue Emile Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 152.246.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour IVG Andel 16 Immobilien GmbH

SGG S.A.

Signatures

Mandataire

Référence de publication: 2014034755/13.

(140039113) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mars 2014.

Immofin, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 125.000,00.

Siège social: L-8399 Windhof, 9, route des Trois Cantons.

R.C.S. Luxembourg B 128.491.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 mars 2014.

Pour IMMOFIN

Référence de publication: 2014034745/11.

(140039389) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mars 2014.

Klarolux Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.600,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 18-20, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 147.311.

Avec effet au 2 décembre 2013, le siège social de la Société a été transféré au 18-20 rue Edward Steichen à Luxembourg (L-2540).

POUR EXTRAIT CONFORME ET SINCERE

Klarolux Investments S. à r.l.

Signature

Un Mandataire

Référence de publication: 2014034768/14.

(140039551) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mars 2014.

INTERCONSULT, Luxembourg International Consulting S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 40.312.

Extrait des minutes de la réunion du conseil d'administration de Luxembourg International Consulting S.A. («Interconsult») tenu par voie circulaire en date du 14 février 2014

Le Conseil d'Administration décide de réélire comme réviseur d'entreprises pour la période d'une année la société Deloitte Audit, avec siège social 560, rue de Neudorf, L - 2220 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg sous le numéro B 67 895

Luxembourg, le 28 février 2014.

Pour extrait conforme

INTERCONSULT

Signatures

Référence de publication: 2014034814/16.

(140039784) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mars 2014.

Matrix EPH 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.525,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 123.530.

Il résulte des décisions de l'associé unique de La Société, décidées par voie de résolutions en date du 4 février 2014:

1. Acceptation de la démission de Philip Gittins en tant que gérant de La Société avec effet immédiat.

Le conseil de gérance de la Société se compose dorénavant comme suit:

- Anthony Smedley, Gérant
- Stephen Coe, Gérant
- Costas Constantinides, Gérant

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 05 mars 2014.

Référence de publication: 2014034827/16.

(140039101) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mars 2014.

Matrix German Portfolio No 1 Celle S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.625,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 112.075.

Il résulte des décisions de l'associé unique de La Société, décidées par voie de résolutions en date du 4 février 2014:

1. Acceptation de la démission de Philip Gittins en tant que gérant de La Société avec effet immédiat.

Le conseil de gérance de la Société se compose dorénavant comme suit:

- Anthony Smedley, Gérant
- Stephen Coe, Gérant
- Costas Constantinides, Gérant

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 05 mars 2014.

Référence de publication: 2014034828/16.

(140039100) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mars 2014.

Le Bon Coin S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4306 Esch-sur-Alzette, 8, rue Michel Rodange.

R.C.S. Luxembourg B 184.777.

STATUTS

L'an deux mille quatorze, le six février.

Pardevant Maître Roger ARRENSDORFF, notaire de résidence à Luxembourg.

Ont comparu:

- Monsieur Nuno Miguel DE SOUSA SILVA FERREIRA, aide-monteur, né à Porto (Portugal) le 16 août 1990, demeurant à L-4306 Esch-sur-Alzette, 12, rue Michel Rodange,
- Monsieur Manuel DE BARROS FERREIRA, monteur, né à Paredes (Portugal) le 8 avril 1966, demeurant à L-4053 Esch-sur-Alzette, 64, rue des Charbons.

Les comparants ont requis le notaire de documenter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'ils déclarent constituer entre eux.

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois y relatives ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La société a pour objet social:

2.1 L'exploitation d'une boulangerie-pâtisserie avec petite restauration ainsi que l'achat et la vente des articles de la branche.

2.2. La société a également pour objet la prise de participation, sous quelque forme que ce soit, dans toutes entreprises commerciales, industrielles, financières ou autres, luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition de tous titres et droits par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation et de toute autre manière et l'octroi aux entreprises auxquelles elle s'intéresse, de tous concours, prêts, avances ou garanties, enfin toute activité et toutes opérations généralement quelconques, se rattachant directement ou indirectement à son objet social ou qui sont de nature à en faciliter la réalisation ou l'extension, sans pouvoir entraîner cependant la modification essentielle de celui-ci.

Art. 3. La société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 4. La société prend la dénomination de "LE BON COIN S.à r.l."

Art. 5. Le siège social est établi dans la commune d'Esch-sur-Alzette.

Il pourra être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision de(s) associé(s).

Art. 6. Le capital social est fixé à DOUZE MILLE QUATRE CENTS EUROS (EUR 12.400.-) divisé en CENT (100) parts sociales de CENT VINGT-QUATRE EUROS (EUR 124.-) chacune.

Art. 7. Toutes cessions entre vifs de parts sociales détenues par l'associé unique comme leur transmission par voie de succession ou en cas de liquidation de communauté de biens entre époux, sont libres.

En cas de pluralité d'associés, les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Elles ne sont cessibles dans ce même cas à des non-associés qu'avec le consentement préalable des associés représentant au moins les trois quarts du capital social. Les parts sociales ne peuvent être dans le même cas transmises pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'agrément des propriétaires de parts sociales représentant les trois quarts des droits appartenant aux survivants.

En cas de cession, la valeur d'une part est évaluée sur base des trois derniers bilans de la société.

Art. 8. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture du ou des associés ne mettent pas fin à la société.

Les créanciers, ayants droit ou héritiers ne pourront pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer d'aucune manière dans les actes de son administration. Pour faire valoir leurs droits, ils devront se tenir aux valeurs constatées dans le dernier bilan et inventaire de la société.

Art. 9. La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associé ou non, nommés et révocables à tout moment par l'associé unique, ou en cas de pluralité d'associés par les associés, qui en fixe les pouvoirs et les rémunérations.

Art. 10. L'année sociale commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année.

Art. 11. Chaque année le trente et un décembre les comptes sont arrêtés et le ou les gérants dressent un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la société.

Les produits de la société, constatés dans l'inventaire annuel, déduction faite des frais généraux, amortissement et charges constituent le bénéfice net.

Sur le bénéfice net il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent (10%) du capital social.

Le solde est à la libre disposition de l'associé unique ou en cas de pluralité d'associés, au prorata de leur participation dans la société.

Art. 12. Pour tout ce qui n'est pas prévu dans les présents statuts, l'associé se réfère aux dispositions légales.

Disposition transitoire

Exceptionnellement le premier exercice commence aujourd'hui et finit le trente et un décembre 2014.

Souscription et libération

Les parts sociales ont été souscrites comme suit:

- Nuno Miguel DE SOUSA SILVA FERREIRA, susdit,	75
- Manuel DE BARROS FERREIRA, susdit,	25
Total: cent parts sociales	100

Le capital social est intégralement libéré par des versements en espèces de sorte que la somme de douze mille quatre cents euros (EUR 12.400,-) est désormais à la libre disposition de la société.

53719

Frais

L'associé a évalué le montant des frais, dépenses, rémunération et charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge, à raison de sa constitution à environ SEPT CENT QUATRE-VINGT-CINQ EUROS (EUR 785,-).

Les frais et honoraires des présentes sont à charge de la société. Elle s'engage solidairement ensemble avec les comparants au paiement desdits frais.

Déclaration

Le notaire soussigné déclare aussi avoir informé les comparants au sujet des formalités d'ordre administratif nécessaires en vue de l'obtention d'une autorisation d'établissement préalable à l'exercice de toute activité.

Assemblée Générale Extraordinaire

Ensuite les associés, représentant l'intégralité du capital social et se considérant comme dûment convoqués, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire et à l'unanimité des voix ont pris les résolutions suivantes:

1.- Est nommé gérant technique pour une durée indéterminée:

- Monsieur Bruno Filipe DE SOUSA ISIDORO, commerçant, né à Santa Comba Dao (Portugal) le 2 octobre 1981, demeurant à L-3429 Dudelange, 63, route de Burange.

2.- Est nommé gérant administratif pour une durée indéterminée:

- Monsieur Nuno Miguel DE SOUSA SILVA FERREIRA, aide-monteur, né à Porto (Portugal) le 16 août 1990, demeurant à L-4306 Esch-sur-Alzette, 12, rue Michel Rodange.

3. La société est valablement engagée en toutes circonstances par la signature conjointe du gérant administratif et du gérant technique.

4. Le siège social est établi à L-4306 Esch-sur-Alzette, 8, rue Michel Rodange.

Le notaire instrumentant a rendu attentifs les comparants au fait qu'avant toute activité commerciale de la société présentement fondée, celle-ci doit être en possession d'une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social, ce qui est expressément reconnu par les comparants.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, en l'étude.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par nom, prénoms usuels, état et demeure, ils ont tous signé le présent acte avec le notaire.

Signé: DE SOUSA SILVA FERREIRA, DE BARROS FERREIRA, ARRENSDORFF.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 7 février 2014. Relation: LAC / 2014 / 6144. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives

Luxembourg, le 26 février 2014.

Référence de publication: 2014031817/102.

(140035712) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 février 2014.

M.H. Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2221 Luxembourg, 265A, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 84.943.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2014034819/11.

(140039244) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mars 2014.

Monier Holdings S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 148.539.

In the year two thousand and fourteen, the seventeenth day of February,
before Maître Jean-Joseph WAGNER, notary residing in Sanem, Grand-Duchy of Luxembourg,

was held

an extraordinary general meeting of the shareholders of "Monier Holdings S.C.A.", a société en commandite par actions, incorporated under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg and having its registered office at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 148539, incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary on 7 October 2009, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations of 27 October 2009, number 2104 and 2105. The articles of association have been amended for the last time on 15 June 2012 pursuant to a deed of the undersigned notary, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations of 3 August 2012, number 1930 (the "Company").

The meeting was opened at 5.00. p.m. CET with Ms. Christine Kröger, residing in Luxembourg, in the chair, who appointed as secretary Mr. Louis-Foulques-Servajean-Hilst, residing in Luxembourg.

The meeting elected as scrutineer Ms. Ikrame Dabaj, residing in Luxembourg.

The board of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state:

I. That the agenda of the meeting is the following:

Agenda:

1. Amendment of article 6 of the Company's articles of association; and
2. Amendment of article 25.3. of the Company's articles of association.

II. That the shareholders present or represented, the proxies of the represented shareholders and the numbers of the shares owned by them are shown on an attendance list; this attendance list, signed by the shareholders, the proxies of the represented shareholders and by the board of the meeting, will remain annexed to this deed to be filed at the same time with the registration authorities. The proxies of the represented shareholders, initialed "ne varietur" by the appearing parties will also remain annexed to this deed.

III. That out of three million nine hundred fourteen thousand one hundred seventy-three (3,914,173) shares representing the whole corporate capital, two million one hundred eighty-eight thousand eight hundred and two point three six four two (2,188,802.3642) shares are present or represented at the present meeting duly convened by convening notice sent to all shareholders by registered mail on 29 January 2014.

IV. That the present meeting, representing fifty-five point nine two percent (55.92%) of the corporate capital, is regularly constituted and may validly deliberate on all the items of the agenda.

The general meeting has requested the undersigned notary to record the following resolutions:

First resolution

The general meeting resolves to amend article 6 of the Company's articles of association, which shall henceforth read as follows:

“ Art. 6. Defined Terms.

- 6.1. "Audited Accounts" means the most recent audited consolidated financial statements of the Company;
- 6.2. "Change of Control" means the acquisition of (i) Securities, representing more than 50 per cent of the fully diluted share capital of the Company, or (ii) all or substantially all of the assets of the Company, by one or more parties acting in concert (none of whom was a holder of Securities as at 16 October 2009), including by means of a merger or consolidation, in each case primarily for cash as determined by the General Partner in its sole discretion;
- 6.3. "Class A Shares" means the Class A ordinary shares in the capital of the Company;
- 6.4. "Class B Shares" means the Class B ordinary shares in the capital of the Company;
- 6.5. "Class C Shares" means the Class C ordinary shares in the capital of the Company;
- 6.6. "Class B Realization Date" means the first Measurement Date that the Price Per Equity Strip exceeds the sum of (i) the Tranche 1 Hurdle and (ii) the Hurdle Adjustment Amount;
- 6.7. "Class C Realization Date" means the first Measurement Date that the Price Per Equity Strip exceeds the sum of (i) the Tranche 2 Hurdle and (ii) the Hurdle Adjustment Amount;
- 6.8. "Distribution" has the meaning set forth in Article 25;
- 6.9. "Exit Event" means the earlier to occur of (i) a Change of Control, and (ii) the Long-Stop Date;
- 6.10. "Exit Value" means the value determined, in each case, as set forth below:
 - 6.10.1. With respect to a Change of Control, the imputed value of all equity securities and PPLs of the Company based on the purchase price paid in such Change of Control;
 - 6.10.2. With respect to a Qualified IPO, the imputed value of all equity securities and PPLs of the Company based on the issue price in the relevant Public Offering;
 - 6.10.3. With respect to the anniversary of a Qualified IPO, the imputed value of all equity securities and PPLs of the Company based on the average closing price of the relevant equity securities over the previous sixty (60) trading days;
 - 6.10.4. With respect to the Long Stop Date, the Fair Market Value of all of the Company's equity securities and PPLs, as at such date, determined pursuant to an Independent Valuation;
 in each case as determined by the Board acting in good faith;

6.11. "Expert" means an independent investment banking firm of international standing or other recognized independent expert on business valuation, as selected by the board of the General Partner in its sole discretion, provided that the chief executive officer and the chief financial officer (in each case, of the Group) may jointly develop a list of independent investment banking firms of international standing and/or other recognized independent experts for the General Partner's consideration and the General Partner shall have reviewed and considered such list in connection with its selection of the Expert;

6.12. "Fair Market Value" means, with respect to any Securities, PPLs and Purchaser Loans, the cash proceeds that the holder of such Securities, PPLs and Purchaser Loans would be entitled to receive following a hypothetical liquidation of the Company and the General Partner comprising of the repayment of all obligations of the Company and the General Partner in accordance with their terms (but not tax obligations, liquidator's fees, advisors' fees and other third-party obligations to the extent they would only arise as a result of such hypothetical liquidation) and liquidating distributions of the Company and the General Partner, where the aggregate proceeds to be repaid and distributed equal the net proceeds following a hypothetical sale of all the assets of the Company and the General Partner and their Subsidiaries at their market value in an arm's length sale (not in connection with a liquidation) between willing and unaffiliated parties (none of whom is under pressure or compulsion to complete the transaction) as determined by the board of the General Partner in good faith;

6.13. "First Lien Warrant" means any security designated as a 'First Lien Warrant' in the securityholders register of the Company;

6.14. "General Partner" shall have the meaning set forth in Article 5;

6.15. "Group" means the Company, its General Partner, or any of its subsidiaries;

6.16. "Hurdle Adjustment Amount" means, (x) EUR 300,000,000 less the Pension Deficit Amount, divided by (y) the number of shares of the Company and First Lien Warrants then outstanding (excluding any Unvested Class A Shares and (A) prior to the Class B Realization Date, all Class B Shares, and (B) prior to the Class C Realization Date, all Class B Shares and Class C Shares);

6.17. "Independent Valuation" means a valuation conducted by an Expert having regard to the Methodology;

6.18. "Long-Stop Date" means 31 December 2017;

6.19. "Measurement Date" means, on or prior to an Exit Event, each date upon which any of the following occurs: (i) a Change of Control; (ii) a Qualified IPO, (iii) each anniversary of a Qualified IPO; and (iv) the Long-Stop Date;

6.20. "Methodology" means any generally accepted valuation methods commonly applied to a business similar to the Company, including but not limited to a discounted cash flow analysis, comparable M&A transaction analysis, comparable publicly traded companies analysis and leveraged buy out analysis;

6.21. "Pension Deficit Amount" means, as of any Measurement Date, (i) if the Audited Accounts are not more than three (3) months old as of the relevant Measurement Date, the book value of the line item entitled 'Net Liability recognized in statement of financial position' in the Audited Accounts, or (ii) if the Audited Accounts are more than three (3) months old as of the relevant Measurement Date, the book value of the line item entitled 'Net Liability recognized in statement of financial position' which the Group's auditor recommends to adopt in an update to the Audited Accounts. When producing such an update to the Audited Accounts, the Group's auditor shall only review the following assumptions insofar as they relate to the calculation of the line item entitled 'Net Liability recognized in statement of financial position': discount rate, return on plan assets, rate of compensation increase and post-retirement pension increases;

6.22. "Person" means an individual, a partnership, a corporation, a limited liability company, an association, a joint stock company, a trust, a joint venture, an unincorporated organization and a governmental entity or any department, agency or political subdivision thereof;

6.23. "PIK Settlement Amount" means all monies due or payable in respect of the Purchaser Loans in order to discharge in full and final settlement all liabilities of the Company thereunder, including, for the avoidance of doubt, all accrued interest thereunder;

6.24. "PPL" or "Profit Participating Loan" means any security designated as a 'PPL' and/or 'Profit Participating Loan' in the securityholders register of the Company;

6.25. "Price Per Equity Strip" means, as of any Measurement Date, (i) (x) the Exit Value, plus (y) any cash distributions made with respect to the shares of the Company and/or the PPLs and/or any redemptions or repayments of the Purchaser Loans prior to such Measurement Date, plus (z) the PIK Settlement Amount, divided by (ii) the number of shares of the Company and First Lien Warrants then outstanding (excluding any Unvested Class A Shares and (A) prior to the Class B Realization Date, all Class B Shares, and (B) prior to the Class C Realization Date, all Class B Shares and Class C Shares);

6.26. "Public Offering" means a public offering and sale of Securities of the General Partner and/or the Company and/or any Subsidiary of the Company and/or any vehicle (organized or acquired for the purpose of consummating such public offering) pursuant to a listing on a recognized and regulated stock exchange in accordance with applicable requirements;

6.27. "Purchaser Loan" means any agreement designated as a 'Purchaser Loan' and/or 'PIK Instrument' under which the Company is the borrower;

6.28. "Qualified IPO" means a Public Offering of greater than 25% of the outstanding Securities of the Group (whether in one public offering or in a series of transactions);

6.29. "Securities" means shares or other interests comprising the Company's capital and securities (including debt securities, warrants or options to subscribe for or purchase) convertible into, or exercisable or exchangeable for, such shares or other interests;

6.30. "Share" means any Class A Share, Class B Share or Class C Share;

6.31. "Subsidiary" means, with respect to any Person, any corporation, limited liability company, partnership, association or other business entity of which (i) if a corporation, a majority of the total voting power of shares of stock entitled (without regard to the occurrence of any contingency) to vote in the election of directors, managers or trustees thereof is at the time owned or controlled, directly or indirectly, by that Person or one or more of the other Subsidiaries of that Person or a combination thereof, or (ii) if a limited liability company, partnership, association or other business entity, a majority of the limited liability company, partnership or other similar ownership interests thereof is at the time owned or controlled, directly or indirectly, by any Person or one or more Subsidiaries of that Person or a combination thereof. For purposes hereof, a Person or Persons shall be deemed to have a majority ownership interest in a limited liability company, partnership, association or other business entity if such Person or Persons is entitled to a majority of limited liability company, partnership, association or other business entity gains or losses or if such Person or Persons is, or is capable of controlling, the managing director or general partner of such limited liability company, partnership, association or other business entity;

6.32. "Tranche 1 Hurdle" and "Tranche 2 Hurdle" each mean (as of a particular date) the Tranche 1 Hurdle and Tranche 2 Hurdle, respectively, as set forth next to the most recent historic date indicated in the table below:

Date	Tranche 1 Hurdle (€)	Tranche 2 Hurdle (€)
1 January 2013	43.6	77.8
1 January 2014	85.1	124.5
1 January 2015	131.2	175.7
1 January 2016	143.5	187.9
1 January 2017	156.0	200.2

provided that the Tranche 1 Hurdle and the Tranche 2 Hurdle shall be adjusted, in each case, to reflect any dividends payable in Shares, any reverse split of Shares, and any subdivision or split-up, or combination or consolidation, or re-designation or reclassification, of Shares;

6.33. "Unvested Class A Shares" means, with respect to the calculation of the Price Per Equity Strip, any Class A Share that is subject to a substantial risk of forfeiture pursuant to any agreement between the Company and the holder of such Class A Share."

Second resolution

The general meeting resolves to amend article 25.3. of the Company's articles of association, which shall henceforth read as follows:

" **25.3.** Immediately upon the Class C Realization Date, all Class A Shareholders, Class B Share holders and Class C Shareholders shall be entitled to receive Distributions, and Distributions shall be made to such entitled Class A Shares holders, Class B Shareholders and Class C Shareholders in the following manner:

25.3.1. Firstly, to the holders of Class B Shares on a pro rata and pari passu basis until such holders have received aggregate Distributions with respect to each Class B Share held thereby (taking into account any Distributions received pursuant to Article 25.2) equal to any Distributions paid with respect to each Class A Share prior to the Class C Realization Date (if any);

25.3.2. Secondly, to the holders of Class C Shares on a pro rata and pari passu basis until such holders have received Distributions with respect to each Class C Share held thereby equal to any Distributions paid with respect to each Class A Share prior to the Class C Realization Date (if any);

25.3.3. Thereafter, to the Class A Shareholders, Class B Shareholders and Class C Shareholders, pro rata and pari passu based on the number of Class A Shares, Class B Shares and/or Class C Shares held respectively by each such holder."

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date stated at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing persons the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the same appearing persons and in case of divergences between the English text and the French text, the English text will prevail.

After reading and interpretation to the appearing persons, said appearing persons signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le dix-septième jour du mois de février.

Par-devant Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem.

S'est déroulée une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de Monier Holdings S.C.A., une société en commandite par actions constituée sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg et ayant son siège social au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, et inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 148539, constituée suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 7 octobre 2009, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, le 27 octobre 2009 numéros 2104 et 2105. Les statuts ont été modifiés pour la dernière fois selon un acte du notaire soussigné, en date du 15 juin 2012, acte publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, le 3 août 2012, numéro 1930 (ci-après la «Société»).

L'assemblée est ouverte à 17:00 heures sous la présidence de Madame Christine Kröger, résidant à Luxembourg; laquelle désigne comme secrétaire Monsieur Louis-Foulques-Servajean-Hilst, résidant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée élit Madame Ikrame Dabaj, résidant professionnellement à Luxembourg, comme scrutateur.

L'assemblée étant ainsi constituée, le président a déclaré et prié le notaire instrumentant d'acter:

I- Que l'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour

1. Modification de l'article 6 des statuts de la Société; et

2. Modification de l'article 25.3 des statuts de la Société;

II- Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que les membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Les procurations des actionnaires représentés, signées ne varietur par les personnes comparantes, resteront attachées à cet acte.

III- Que d'un nombre total de trois millions neuf cent quatorze mille cent soixante-treize (3.914.173) actions, les détenteurs de deux million cent quatre-vingt-huit mille huit cent deux virgule trois six quatre deux (2.188.802,3642) actions sont présents ou représentés à la présente assemblée et que l'assemblée a été dûment convoquée par lettre recommandée, envoyée en date du 29 janvier 2014.

IV- Que la présente assemblée, réunissant cinquante-cinq virgule neuf deux pour cent (55.92%) du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, demande au notaire d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale décide de modifier l'article 6 des statuts de la Société afin de lui donner la teneur suivant:

« Art. 6. Termes définis.

6.1. «Comptes Audités» signifie les états financiers consolidés et audités de la Société les plus récents;

6.2. «Prise de Contrôle» signifie l'acquisition, par une ou plusieurs parties agissant de concert (dont aucune ne détenait de Titres au 16 octobre 2009), de (i) Titres représentant plus de 50 pour cent du capital intégralement dilué de la Société, au (ii) de tout ou d'une part significative des actifs de la Société, et ce y compris par voie de fusion ou de consolidation, dans tous les cas en contrepartie d'un paiement en numéraire, tel que décidé discrétionnairement par l'Associé Commandite;

6.3. «Actions de Catégorie A» signifie les Actions ordinaires de Catégorie A dans le capital social de la Société;

6.4. «Actions de Catégorie B» signifie les Actions ordinaires de Catégorie B dans le capital social de la Société;

6.5. «Actions de Catégorie C» signifie les Actions ordinaires de Catégorie C dans le capital social de la Société;

6.6. «Date de Réalisation de Catégorie B»: signifie la Date d'Evaluation à laquelle le Prix par Paquet de Titres excède la somme (i) du Premier Pallier, et (ii) du Montant d'Ajustement de Pallier;

6.7. «Date de Réalisation de Catégorie C»: signifie la Date d'Evaluation à laquelle le Prix par Paquet de Titres excède la somme (i) du Second Pallier, et (ii) du Montant d'Ajustement de Pallier;

6.8. «Distribution» a la signification exposée à l'Article 25 ci-après;

6.9. «Événement de Sortie» signifie le premier des deux événements suivants à se produire, que ce soit (i) la Prise de Contrôle, ou (ii) la Date de Suspension;

6.10. «Valeur de Sortie» signifie la valeur déterminée comme suit, selon le cas de figure:

6.10.1 Dans le cas d'une Prise de Contrôle, la valeur imputée à tous les titres de capital et aux PPLs de la Société sur la base du prix d'achat payé dans le cadre d'une telle Prise de Contrôle;

6.10.2 Dans le cas d'une OPA Qualifiée, la valeur imputée à tous les titres de capital et aux PPLs de la Société sur la base du prix d'émission dans le cadre de cette OPA Qualifiée;

6.10.3 Dans le cas de la survenance de la date d'anniversaire d'une OPA Qualifiée, la valeur imputée à tous les titres de capital et aux PPLs de la Société sur la base du prix moyen de clôture des titres de capital concernés sur une période de soixante (60) jours précédents de cotation;

6.10.4 Dans le cas de la Date de Suspension, la Juste Valeur de Marché de tous les titres de capital et des PPLs de la Société, déterminée sur la base d'une Evaluation Indépendante à cette date;

6.11. «Expert» signifie un établissement d'investissement bancaire indépendant d'envergure internationale, ou tout autre expert indépendant reconnu dans le domaine de l'évaluation d'entreprises, choisi à la seule discrétion de l'Associé Commandité, sous réserve que le Directeur General et le Directeur Financier (dans chaque cas du Groupe) aient pu établir conjointement une liste des établissements d'investissement bancaire indépendants d'envergure internationale et/ou de tous autres experts indépendants reconnus à l'appréciation de l'Associé Commandité, laquelle liste devra être revue et prise en compte par l'Associé Commandité lors du choix de l'Expert;

6.12. «Juste Valeur de Marché» signifie pour ce qui est des Titres, des PPLs et des Purchaser Loans, les produits en espèces que le détenteur de ces Titres, PPLs et Purchaser Loans devrait recevoir suite à une liquidation hypothétique de la Société et de l'Associé Commandité comprenant le remboursement de toutes les dettes de la Société et de l'Associé Commandité conformément à leur termes (mais ne comprenant pas les obligations fiscales, la rémunération du liquidateur, la rémunération des conseils et les autres obligations envers des tiers dans la mesure où ils pourraient résulter de cette liquidation hypothétique) et les distributions liées à la liquidation de la Société et de l'Associé Commandité, lorsque le montant total à rembourser et distribuer équivaut au montant net suite à une vente hypothétique de tous les actifs de la Société et de l'Associé Commandité et de leurs Filiales à la valeur de marché d'une vente dans une situation de pleine concurrence (n'étant pas liée à la liquidation) entre des parties consentantes et non liées (aucune n'étant soumise à la pression ou la contrainte afin de conclure la transaction) tel que déterminé de bonne foi par le conseil de gérance de l'Associé Commandité;

6.13. «Warrant de Premier Rang» signifie toute sûreté répertoriée comme Warrant de Premier Rang dans le registre des créanciers de la Société;

6.14. «Associé Commandité» a la signification indiquée à l'Article 5 ci-avant;

6.15. «Groupe» signifie la Société, son Associé Commandité ou n'importe laquelle de ses filiales;

6.16. «Montant d'Ajustement de Pallier» signifie (x) EUR 300.000.000 moins le Montant de Déficit de Pension, divisé par (y) le nombre d'actions de la Société et des Warrants de Premier Rang alors en circulation (à l'exclusion des Actions Unvested de Catégorie A ainsi que (A) avant la survenance de la Date d'Evaluation de Catégorie B, de toutes les actions de Catégorie B, et (B) avant la survenance de la Date d'Evaluation de la Catégorie C, de toutes les actions de Catégorie B et C);

6.17 Evaluation Indépendante signifie une évaluation conduite par un Expert sur la base de la Méthode;

6.18. «Date de Suspension» signifie le 31 décembre 2017;

6.19. «Date d'Evaluation» au moment où avant un Événement de Sortie, signifie chaque date à laquelle surviendrait une des situations suivantes: (i) une Prise de Contrôle; (ii) une OPA Qualifiée; (iii) chaque date anniversaire d'une OPA Qualifiée; et iv) la Date de Suspension;

6.20. «Méthode» signifie toute méthode d'évaluation généralement admise et communément appliquée à une entreprise similaire à la Société, comprenant notamment une analyse des flux monétaires actualisés de trésorerie, une analyse de transaction comparable de fusion-acquisition, une analyse comparable de sociétés cotées et une analyse de rachat d'entreprise par effet de levier;

6.21. «Montant de Déficit de Pension» signifie à chaque Date d'Evaluation, (i) si les Comptes Audités ne datent pas de plus de trois (3) mois au jour de la Date d'Evaluation, la valeur comptable du poste intitulé «Passif Net reconnu dans l'état de situation financière» dans les Comptes Audités, ou (ii) si les Comptes Audités datent de plus de trois (3) à compter de la Date d'Evaluation, la valeur comptable du poste intitulé «Passif Net reconnu dans l'état de situation financière», que l'auditeur du Groupe recommande d'adopter dans le cadre de Comptes Audités mis à jour. Lors de la mise en oeuvre d'une telle mise à jour des Comptes Audités, l'auditeur du Groupe devra seulement revoir les hypothèses suivantes dans la mesure où elles se rapportent au calcul du poste intitulé «Passif Net reconnu dans l'état de situation financière»: taux réduit, rendement prévu des actifs, taux de croissance de la rémunération, augmentations des pensions retraites;

6.22. «Personne» signifie tout individu, partenariat, société, société par actions, fiducie, joint-venture, association avec ou sans personnalité juridique, entité gouvernementale ou tout service, agence ou sous-division d'une telle;

6.23. «Montant de Règlement PIK» signifie toutes sommes dues et payables en relation avec les Purchaser Loans le paiement des mêmes doit s'effectuer pour décharger la Société de ces obligations par le paiement complet et final de toutes les dettes de la Société en vertu des Purchaser Loans, comprenant, afin d'écartier tout doute, les intérêts courus s'y rapportant;

6.24. «PPL» ou «Prêt Participatif» signifie tout titre répertorié comme un 'PPL' et/ou comme un 'Profit Participating Loan' dans les registres des titres de la Société;

6.25. «Prix par Paquet de Titres» signifie, à compter de toute Date d'Evaluation: (i) (x) la Valeur de Sortie, plus (y) toute somme distribuée se rapportant aux actions de la Société et/ou aux PPLs et/ou aux rachats ou remboursements des Purchaser Loans avant ladite Date d'Evaluation, plus (z) le Montant de Règlement PIK, divisée par (ii) le nombre

d'actions de la Société et de Warrants de Premier Rang restant alors (à l'exclusion des Actions Unvested de Catégorie A ainsi que (A) de toutes les Actions de Catégorie B, avant la survenance de la Date d'Evaluation de Catégorie B, et (B) toutes les Actions de Catégorie B et C, avant la survenance de la Date d'Evaluation de Catégorie C);

6.26. «Offre Public» signifie toute offre public et vente de Titres de l'Associé Commandité et/ou de la Société et/ou d'une quelconque Filiale de la Société et/ou de tout véhicule (organisé ou acquis afin de réaliser une telle offre public) en vertu d'une cotation sur un marché financier réglementé et reconnu conformément aux règlements applicables.

6.27. «Purchaser Loan» signifie tout contrat désigné «Purchaser Loan» et/ou tout «Instrument PIK» au titre duquel la Société a effectué des emprunts;

6.28. «OPA Qualifiée» signifie une Offre Publique pour un montant supérieur à 25% des titres émis du Groupe (qu'il s'agisse d'une offre publique unique ou d'une offre soumise à travers une série de transactions);

6.29. «Titres» signifie des actions ou autres intérêts comprenant le capital social de la Société (y compris les titres obligataires, les warrants, ou les bons de souscriptions ou d'achat) ainsi que les titres convertibles en, exerçables ou échangeables contre lesdits actions ou autres intérêts;

6.30. «Actions» signifie toute Action de Catégorie A, B ou C;

6.31. «Filiale» désigne, à l'égard de toute Personne, toute société, société à responsabilité limitée, association ou autre entité commerciale dont (i) s'il s'agit d'une société, la majorité des parts ou actions disposant du droit de vote (sans égard à la survenance d'une contingence) dans le cadre de l'élection des administrateurs, des dirigeants ou fiduciaires est à ce moment détenue ou contrôlée, directement ou indirectement, par cette Personne ou par une ou plusieurs autres filiales de cette Personne ou une combinaison de ceux-ci, ou (ii) s'il s'agit d'une société à responsabilité limitée, d'une société, d'une association ou d'une autre entité commerciale et la majorité de la société à responsabilité limitée ou toute autre détention similaire est à ce moment-là contrôlée ou détenue, directement ou indirectement, par une Personne ou une ou plusieurs filiales de cette Personne ou une combinaison de celles-ci. Aux fins des présents, une ou plusieurs Personnes sont considérées comme ayant une participation majoritaire dans une société à responsabilité limitée, association ou autre entité commerciale si la ou les Personnes ont droit à une majorité des profits ou pertes de la société à responsabilité limitée, de l'association ou de l'autre entité commerciale ou si la ou les Personnes est/sont, ou est/sont capables de contrôler, le directeur général ou l'associé commandité de cette société à responsabilité limitée, association ou autre entité commerciale;

6.32. «Premier Pallier» et «Second Pallier» signifie chacun (à une certaine date) le Premier et le Second Pallier correspondant à la date la plus proche, telle qu'indiqué dans le tableau ci-dessous:

Date	Premier Pallier (€)	Seconde Pallier (€)
1 ^{er} janvier 2013	43.6	77.8
1 ^{er} janvier 2014	85.1	124.5
1 ^{er} janvier 2015	131.2	175.7
1 ^{er} janvier 2016	143.5	187.9
1 ^{er} janvier 2017	156.0	200.2

à la condition que les Premier et Second Palliers soient ajustés, dans chaque cas, afin de refléter tout dividendes payables en Actions, toute réduction du nombre d'actions compensée par une augmentation du prix de l'action (reverse split of shares), ainsi que toute subdivision ou fractionnement, toute combinaison ou consolidation, ou encore tout changement de nature ou de catégorie d'Actions;

6.33. «Actions Unvested de Catégorie A» signifie, dans le cadre du calcul du Prix par Paquet de Titres, toute Action de Catégorie A sujette à un risque substantiel d'annulation selon les termes d'un contrat qui existerait entre le titulaire de ladite Action de Catégorie A et la Société».

Seconde résolution

Les actionnaires décident de modifier l'article 25.3. des statuts de la Société afin de lui donner la teneur suivant:

« **25.3.** Dès la survenance de la Date de Réalisation de Catégorie C, l'ensemble des détenteurs d'Actions de Catégorie A, B et C seront habilités à recevoir des Distributions et celles-ci seront réparties entre lesdits détenteurs d'actions de Catégorie A, B et C comme suit:

25.3.1. Tout d'abord, elles seront faites pari passu aux détenteurs d'Actions de Catégorie B au prorata, jusqu'à ce que ces détenteurs aient perçu en totalité des Distributions relatives à chaque Action de Catégorie B ainsi détenue (en tenant compte de toutes les Distributions perçues en application de l'Article 25.2 des présents statuts) égales à toutes les Distributions faites en relation avec chacune des Actions de Catégorie A avant la survenance de la Date de Réalisation de Catégorie C (le cas échéant);

25.3.2. Ensuite, elles seront faites pari passu aux détenteurs d'Actions de Catégorie C jusqu'à ce que ces détenteurs aient perçu les Distributions relatives à chaque Action de Catégorie C ainsi détenue égales à toutes les Distributions

faites en relation avec chacune des Actions de Catégorie A avant la survenance de la Date de Réalisation de Catégorie C (le cas échéant);

25.3.3. Enfin, elles seront faites pari passu aux détenteurs d'Actions de Catégorie A, aux détenteurs d'Actions de Catégorie B et aux détenteurs d'Actions de Catégorie C au prorata, sur la base du nombre d'Actions de Catégorie A, de Catégorie B et/ou de Catégorie C respectivement détenues par chaque détenteur.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande des comparants le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande de ces mêmes comparants et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, ce dernier fait foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, les comparants ont signés avec le notaire le présent acte.

Signé: C KRÖGER, L. FOULQUES-SERVAJEAN-HILST, I. DABAJ, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 18 février 2014. Relation: EAC/2014/2497. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2014031831/364.

(140035305) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 février 2014.

Maffay S.A., Société de gestion de patrimoine familial, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 291, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 172.280.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 5 mars 2014.

Référence de publication: 2014034821/11.

(140038999) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mars 2014.

January, Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.000,00.

Siège social: L-1475 Luxembourg, 37, rue du Saint Esprit.

R.C.S. Luxembourg B 136.256.

In the year two thousand and thirteen, on the twenty-seventh of December.

Before the undersigned Maître Francis Kessler, notary residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg

THERE APPEARED:

CODAN TRUST COMPANY LIMITED as trustee of JANUARY S.À.R.L. PURPOSE TRUST, a purpose trust established under the laws of Bermuda, having its registered office at Richmond House, 12 Par-La-Ville Road, Hamilton HM CX, Bermuda (the "Sole Shareholder");

holding all the 100 (one hundred) shares ("parts sociales"), with a nominal value of USD 200.- (two hundred United States Dollars) each, representing 100% of the share capital of JANUARY, S.à r.l., a private limited liability company ("société à responsabilité limitée"), with a share capital of USD 20,000.-, having its registered office at 37, rue du Saint-Esprit, L-1475 Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies ("Registre de Commerce et des Sociétés") under number B. 136.256 (the "Company"), incorporated by deed of the notary Maître Joseph Elvinger, residing in Luxembourg, on 22 January 2008, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 633 dated 13 March 2008, page 30353 and which the articles of incorporation of the Company (the "Articles") have not been amended since the incorporation of the Company; and

represented by Mrs. Sofia Afonso-Da Chao Conde, employee, with professional address at 5, rue Zénon Bernard, L-4030 Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy under private seal given on 20 December 2013 which, after having been signed "ne varietur" by the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

THE APPEARING PARTY DECLARED AND REQUESTED THE NOTARY TO RECORD AS FOLLOWS:

A. The Sole Shareholder is the sole holder of shares of the Company and holds all shares issued by the Company, so that decisions can validly be taken on all items of the agenda.

B. The items on which resolutions are to be passed are as follows:

53727

Agenda

1. Discharge of the sole director (“gérant”) of the Company;
2. Early dissolution and putting of the Company into liquidation;
3. Appointment of a liquidator of the company and determination of its powers; and
4. Miscellaneous.

THEREAFTER THE FOLLOWING RESOLUTIONS WERE PASSED:

First resolution

The Sole Shareholder RESOLVES to GRANT full discharge (“quitus”) to Mr. Charles ROEMERS as sole director (“gérant unique”) of the Company for all his activities and duties during and in connection with the current business year running from 1st January 2013 up to the date of the present resolutions.

Second resolution

The Sole Shareholder RESOLVES to DISSOLVE the Company, to PUT it voluntary into liquidation and to START liquidation proceedings.

The Sole Shareholder NOTED that the Company subsists for the sole purpose of its liquidation.

Third resolution

The Sole Shareholder RESOLVES to APPOINT GALANTHUS S.A., a public limited liability company (“société anonyme”), having its registered office at 37, rue du Saint-Esprit, L-1475 Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies (“Registre de Commerce et des Sociétés”) under number B.135.351 (the “Liquidator”), as liquidator of the Company.

The Liquidator must realize the whole of the assets and liabilities of the Company. The Liquidator is exempted from the obligation of drawing up an inventory, and may in this respect rely fully on the books of the Company.

The Liquidator may under its own responsibility and regarding special or specific transactions, delegate such part of his powers as it may deem fit, to one or several representatives.

The Liquidator has the authority to perform and execute all transactions provided for in articles 144 and 145 of the law of August 10th, 1915 on commercial companies, as amended from time to time, without specific authorization therefore from the Sole Shareholder.

The liquidator may pay advances on the liquidation surplus after having paid the debts or made the necessary provisions for the payment of the debts.

The Liquidator shall be liable, both to third parties and to the Company, for the execution of the mandate given to it.

The Liquidator’s signature binds validly and without limitation the Company which is in the process of being liquidated.

Costs

All costs and fees due as a result of the foregoing sole shareholder’ resolutions are valued at one thousand three hundred euro (EUR 1,300.-) and shall be charged to the Company.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states that upon request of the above appearing person, this deed is worded in English followed by a French translation, and that in case of any divergence between the English and the French text, the English text shall be prevailing.

Whereof, this notarial deed was drawn up in Esch-sur-Alzette, on the day appearing at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy-holder of the person appearing, known to the undersigned notary by name, first name, civil status and residence, he signed together with the notary the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L’an deux mille treize, le vingt-sept décembre,

Par devant Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette (Grand - Duché de Luxembourg), soussigné

A COMPARU:

CODAN TRUST COMPANY LIMITED en tant que trustee de JANUARY S.À.R.L. PURPOSE TRUST, un purpose trust établi et régi par le droit des Bermudes, ayant son siège social à Richmond House, 12 Par-La-Ville Road, Hamilton HM CX, Bermudes (l’«Associé Unique»);

détenant l’ensemble des 100 (cent) parts sociales, d’une valeur nominale de 200 USD (deux cents dollars américains) chacune, représentant l’ensemble du capital social de JANUARY, S.à r.l., société à responsabilité limitée, au capital de 20.000 USD, ayant son siège social au 37, rue du Saint-Esprit, L-1475 Luxembourg et inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B. 136.256 (la «Société»), constituée en vertu d’un acte reçu par le notaire Joseph Elvinger, de résidence à Luxembourg, le 22 janvier 2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations,

numéro 633 du 13 mars 2008, page 30353 et dont les statuts de la Société (les «Statuts») n'ont pas été modifiés depuis la constitution de la Société; et

représenté par Madame Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, employée, ayant son adresse professionnelle au 5, rue Zénon Bernard, Esch-sur-Alzette, Grand - Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 20 décembre 2013, laquelle, après avoir été signée "ne varietur" par personne comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec celui-ci.

L'ASSOCIÉ UNIQUE A DÉCLARÉ ET A REQUIS LE NOTAIRE INSTRUMENTANT QU'IL ÉTABLISSE CE QUI SUIT:

A. L'Associé Unique est le seul détenteur des parts sociales de la Société et détient toutes les parts sociales émises par la Société, de sorte que ses décisions peuvent valablement être prises sur tous les points portés à l'ordre du jour.

B. Les points à propos desquels les résolutions vont être prises sont les suivants:

Agenda

1. Décharge accordée au gérant unique de la Société;
2. Dissolution anticipée et mise en liquidation de la Société;
3. Nomination d'un liquidateur et détermination de ses pouvoirs; et
4. Divers.

APRÈS APPROBATION DE CE QUI PRÉCÈDE, LES RÉOLUTIONS SUIVANTES ONT ÉTÉ PRISES:

Première résolution

L'Associé Unique DÉCIDE de DONNER pleine décharge à M. Charles ROEMERS en tant que gérant unique de la Société pour l'ensemble de ses activités et de ses fonctions au cours et en relation avec l'actuel exercice social courant depuis le 1^{er} janvier 2013 jusqu'à la date des présentes résolutions.

Seconde résolution

L'Associé Unique DÉCIDE de DISSOUDRE la Société, de la METTRE volontairement en liquidation et de COMMENCER les opérations de liquidation.

L'Associé Unique A NOTÉ que la Société subsiste aux seules fins de sa liquidation.

Troisième résolution

L'Associé Unique DÉCIDE de NOMMER GALANTHUS S.A., une société anonyme, ayant son siège social au 37, rue du Saint-Esprit, L-1475 Luxembourg et inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B. 135.351 (la «Liquidateur»), en tant que liquidateur de la Société.

Le Liquidateur a la mission de réaliser tout l'actif et d'apurer le passif de la Société. Le liquidateur est dispensé de l'obligation de dresser un inventaire et il peut, à cet égard, se référer aux écritures de la Société.

Le Liquidateur pourra sous sa seule responsabilité et pour des opérations spéciales et déterminées, déléguer tout ou partie des pouvoirs qu'il jugerait nécessaires, à un ou plusieurs mandataires.

Le Liquidateur dispose de tous les pouvoirs tels que prévus à l'article 144 et 145 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée à tout moment, sans avoir besoin d'être préalablement autorisé par L'Associé Unique.

Le Liquidateur pourra payer des avances sur le boni de liquidation après avoir payé les dettes ou avoir fait les provisions nécessaires pour le paiement des dettes.

Le Liquidateur sera tenu responsable, à l'égard des tiers et de la Société, de l'exécution du mandat qui lui a été donné.

La signature du Liquidateur engage valablement et sans limitation la Société qui est en cours de liquidation.

Frais

Tous les coûts et frais dûs suite aux résolutions de l'associé unique qui précèdent sont estimés à mille trois cents euros (EUR 1.300,-) et seront supportés par la Société.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui parle et comprend la langue anglaise, constate que la comparante ci-dessus l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Esch-sur-Alzette, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la personne comparante, connue du notaire instrumentant par son nom, prénom, état et demeure, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 06 janvier 2014. Relation: EAC/2014/325. Reçu douze euros 12,00 €.

Le Receveur ff. (signé): M. Halsdorf.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2014031792/135.

(140035545) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 février 2014.

Helios International s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2560 Luxembourg, 12-14, rue de Strasbourg.

R.C.S. Luxembourg B 155.060.

Le bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014034720/10.

(140039270) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mars 2014.

TPG Rameldange S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 184.784.

STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the twelfth day of the month of February.

Before Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared

TPG Capital - Luxembourg, S.à r.l., a société à responsabilité limitée incorporated under the laws of Luxembourg, having its registered office at 5, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, registered with the Luxembourg Registre de Commerce et des Sociétés under number B 119667,

represented by Me Toinon Hoss, maître en droit, residing in Luxembourg, pursuant to a proxy dated 3 February 2014, which shall be registered together with the present deed.

The appearing party, acting in the above stated capacity, has requested the undersigned notary to draw up the articles of incorporation of a limited liability company TPG Rameldange S.à r.l. (société à responsabilité limitée) which is hereby established as follows:

Art. 1. Denomination. A limited liability company (société à responsabilité limitée) with the name "TPG Rameldange S.à r.l." (the "Company") is hereby formed by the appearing party and all persons who will become shareholders thereafter. The Company will be governed by these articles of association and the relevant legislation.

Art. 2. Object. The object of the Company is the acquisition, holding, management and disposal of participations and any interests, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies, or other business entities, enterprises or investments, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stock, bonds, debentures, notes, certificates of deposits and any other securities or financial instruments of any kind, and the ownership, administration, development and management of its portfolio.

The Company may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise and may invest in any way and in any type of assets. The Company may also hold interests in partnerships and carry out its business through branches in Luxembourg or abroad.

The Company may borrow in any form and proceed by private placement to the issue of bonds, notes and debentures or any kind of debt or equity securities.

The Company may lend funds including without limitation resulting from any borrowings of the Company or from the issue of any equity or debt securities of any kind, to its subsidiaries, affiliated companies or any other company or entity as it deems fit.

The Company may give guarantees and grant securities to any third party for its own obligations and undertakings as well as for the obligations of any company or other enterprise in which the Company has an interest or which forms part of the group of companies to which the Company belongs or any other company or entity as it deems fit and generally for its own benefit or such entities' benefit.

In a general fashion it may grant assistance in any way to companies or other enterprises in which the Company has an interest or which form part of the group of companies to which the Company belongs or any other company or entity as it deems fit, take any controlling and supervisory measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

The Company may generally employ any techniques and instruments relating to or with respect to any of its investments for the purposes of efficient management, including without limitation techniques and instruments designed to protect the Company against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks.

Finally, the Company can perform all commercial, technical and financial or other operations, connected directly or indirectly in all areas in order to facilitate the accomplishment of its purpose.

Art. 3. Duration. The Company is established for an unlimited period.

Art. 4. Registered Office. The Company has its registered office in the City of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the articles of association.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by decision of the manager or as the case may be the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

In the event that the manager, or as the case may be the board of managers, should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the manager or as the case may be the board of managers.

Art. 5. Share capital. The issued share capital of the Company is set at twelve thousand five hundred Euro (€12,500) divided into one million two hundred and fifty thousand (1,250,000) shares with a par value of one Euro-cent (€0.01) each. The capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of association and the Company may proceed to the repurchase of its other shares upon resolution of its shareholders.

Any available share premium shall be distributable.

Art. 6. Transfer of Shares. Shares are freely transferable among shareholders. Except if otherwise provided by law, the share transfer to non-shareholders is subject to the consent of shareholders representing at least seventy five percent of the Company's capital.

Art. 7. Management of the Company. The Company is managed by one or several managers who need not be shareholders.

They are appointed and removed from office by a simple majority decision of the general meeting of shareholders, which determines their powers and the term of their mandates. If no term is indicated the managers are appointed for an undetermined period. The managers may be re-elected but also their appointment may be revoked with or without cause (ad nutum) at any time.

In the case of more than one manager, the managers constitute a board of managers.

Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another and to communicate with one another. A meeting may also be held by conference call only. The participation in, or the holding of, a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting or the holding of a meeting in person. Managers may be represented at meetings of the board by another manager without limitation as to the number of proxies which a manager may accept and vote.

Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers twenty four (24) hours at least in advance of the date scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by cable, telegram, telex, e-mail or facsimile, or any other similar means of communication. A special convening notice will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers.

Decisions of the board of managers are validly taken by the approval of the majority of the managers of the Company (including by way of representation).

The board of managers may also, unanimously, pass resolutions on one or several similar documents by circular means when expressing its approval in writing, by e-mail pdf or facsimile or any other similar means of communication. The entirety will form the circular documents duly executed giving evidence of the resolution. Managers' resolutions and meeting minutes, including circular resolutions, may be conclusively signed and/or certified or an extract thereof may be issued under the individual signature of any manager.

The Company will be bound by the sole signature in the case of a sole manager, and in the case of a board of managers by the joint signature of any one of the managers.

In any event the Company will be validly bound by the sole signature of any person or persons to whom such signatory powers shall have been delegated by the sole manager or as the case may be the board of managers by any one manager.

Art. 8. Liability Managers. The Manager(s) are not held personally liable for the indebtedness of the Company. As agents of the Company, they are responsible for the performance of their duties.

Subject to the exceptions and limitations listed below, every person who is, or has been, a manager or officer of the Company shall be indemnified by the Company to the fullest extent permitted by law against liability and against all expenses reasonably incurred or paid by him in connection with any claim, action, suit or proceeding which he becomes involved as a party or otherwise by virtue of his being or having been such manager or officer and against amounts paid or incurred by him in the settlement thereof. The words "claim", "action", "suit" or "proceeding" shall apply to all claims, actions, suits or proceedings (civil, criminal or otherwise including appeals) actual or threatened and the words "liability" and "expenses" shall include without limitation attorneys' fees, costs, judgements, amounts paid in settlement and other liabilities.

No indemnification shall be provided to any manager or officer:

(i) Against any liability to the Company or its shareholders by reason of wilful misfeasance, bad faith, gross negligence or reckless disregard of the duties involved in the conduct of his office;

(ii) With respect to any matter as to which he shall have been finally adjudicated to have acted in bad faith and not in the interest of the Company; or

(iii) In the event of a settlement, unless the settlement has been approved by a court of competent jurisdiction or by the board of managers.

The right of indemnification herein provided shall be severable, shall not affect any other rights to which any manager or officer may now or hereafter be entitled, shall continue as to a person who has ceased to be such manager or officer and shall inure to the benefit of the heirs, executors and administrators of such a person. Nothing contained herein shall affect any rights to indemnification to which corporate personnel, including directors and officers, may be entitled by contract or otherwise under law.

Expenses in connection with the preparation and representation of a defence of any claim, action, suit or proceeding of the character described in this Article shall be advanced by the Company prior to final disposition thereof upon receipt of any undertaking by or on behalf of the officer or director, to repay such amount if it is ultimately determined that he is not entitled to indemnification under this Article.

Art. 9. Shareholder voting rights. Each shareholder may take part in collective decisions. He has a number of votes equal to the number of shares he owns and may validly act at any meeting of shareholders through a special proxy.

Art. 10. Shareholder Meetings. Decisions by shareholders are passed in such form and at such majority(ies) as prescribed by Luxembourg Company law in writing (to the extent permitted by law) or at meetings. Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company or any valid written resolution (as the case may be) shall represent the entire body of shareholders of the Company.

Meetings shall be called by convening notice addressed by registered mail to shareholders to their address appearing in the register of shareholders held by the Company at least eight (8) days prior to the date of the meeting. If the entire share capital of the Company is represented at a meeting the meeting may be held without prior notice.

In the case of written resolutions, the text of such resolutions shall be sent to the shareholders at their addresses inscribed in the register of shareholders held by the Company. The resolutions shall become effective upon the approval of the majority as provided for by law for collective decisions (or subject to the satisfaction of the majority requirements, on the date set out therein). Unanimous written resolution may be passed at any time without prior notice.

Except as otherwise provided for by law, (i) decisions of the general meeting shall be validly adopted if approved by shareholders representing more than half of the corporate capital. If such majority is not reached at the first meeting or first written resolution, the shareholders shall be convened or consulted a second time, by registered letter, and decisions shall be adopted by a majority of the votes cast, regardless of the portion of capital represented. (ii) However, decisions concerning the amendment of the Articles of Incorporation are taken by (x) a majority of the shareholders (y) representing at least three quarters of the issued share capital and (iii) decisions to change of nationality of the Company are to be taken by Shareholders representing one hundred percent (100%) of the issued share capital.

Art. 11. Accounting Year. The accounting year begins on 1st January of each year and ends on 31st December of the same year except for the first accounting year which shall commence on the day of incorporation and end on 31st December 2014.

Art. 12. Financial Statements. Every year as of the accounting year's end, the annual accounts are drawn up by the manager or, as the case may be, the board of managers.

The financial statements are at the disposal of the shareholders at the registered office of the Company.

Art. 13. Distributions. Out of the net profit five percent (5%) shall be placed into a legal reserve account. This deduction ceases to be compulsory when such reserve amounts to ten percent (10%) of the issued share capital of the Company.

The shareholders may decide to pay interim dividends on the basis of statements of accounts prepared by the manager, or as the case may be the board of managers, showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits realised since the end of the last accounting year increased by

profits carried forward and distributable reserves and premium but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve to be established by law.

The balance may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders.

The share premium account may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders. The general meeting of shareholders may decide to allocate any amount out of the share premium account to the legal reserve account.

Art. 14. Dissolution. In case the Company is dissolved, the liquidation will be carried out by one or several liquidators who may be but do not need to be shareholders and who are appointed by the general meeting of shareholders who will specify their powers and remunerations.

Art. 15. Sole Shareholder. If, and as long as one shareholder holds all the shares of the Company, the Company shall exist as a single shareholder company, pursuant to article 179 (2) of the law of 10th August 1915 on commercial companies; in this case, articles 200-1 and 200-2, among others, of the same law are applicable.

Art. 16. Applicable law. For anything not dealt with in the present articles of association, the shareholders refer to the relevant legislation.

The articles of association of the Company having thus been drawn up by the appearing party, TPG Capital - Luxembourg, S.à.r.l. has subscribed and entirely paid up one million two hundred and fifty thousand (1,250,000) shares, each with a nominal value of one Euro-cent (€0.01), for a total subscription price of twelve thousand five hundred Euro (€ 12,500). Evidence of the payment of the subscription price of twelve thousand five hundred Euro (€ 12,500) has been given to the undersigned notary.

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately EUR 1,500.-.

Extraordinary decisions of the sole shareholder

The sole shareholder has forthwith taken immediately the following resolutions:

1. The registered office of the Company is fixed at:

5, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg

2. The following persons are appointed managers of the Company for an undetermined period of time subject to the articles of association of the Company each with such signature powers as set forth in the articles:

- Pedro Fernandes das Neves, accounting manager, born on 15th October 1974 in S o Domingos de Benfica Lisboa, Portugal, with professional address at 5, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg; and

- John Viola, director of companies, born on 13th October 1965 in Arcadia, California, U.S.A., with professional address at 301 Commerce Street, Suite 3300, Forth Worth, TX 76102 (USA).

3. The first accounting year of the Company shall begin on the day of the incorporation of the Company and shall end on 31st December 2014.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, who requested that the deed should be documented in the English language, the said person appearing signed the present original deed together with us, the Notary, having personal knowledge of the English language.

The present deed, worded in English, is followed by a translation into French. In case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille quatorze, le douze février.

Par devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu

TPG Capital - Luxembourg, S.à.r.l., une société à responsabilité limitée constituée conformément aux lois du Luxembourg, ayant son siège social au 5, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 119667,

représentée par Me Toinon Hoss, maître en droit, demeurant à Luxembourg en vertu d'une procuration en date du 3 février 2014, qui sera enregistrée ensemble avec le présent acte.

La partie comparante, ès qualités qu'elle agit, a demandé au notaire soussigné d'arrêter les statuts d'une société à responsabilité limitée TPG Rameldange S.à r.l. qui est constituée par les présentes comme suit:

Art. 1^{er}. Dénomination. Il est formé par la comparante et toutes personnes qui deviendront par la suite associés, une société à responsabilité limitée sous la dénomination de «TPG Rameldange S.à r.l.» (la «Société»). La Société sera régie par les présents statuts et les dispositions légales afférentes.

Art. 2. Objet. L'objet de la Société est l'acquisition, la détention, la gérance et la disposition de participations et d'intérêts, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères ou dans toutes autre entités, entreprises ou investissements, l'acquisition par l'achat, la souscription, ou par tout autre moyen, de même que la cession par la vente, l'échange ou autrement d'actions, d'obligations, de certificats de créance, notes, certificats de dépôt et autres valeurs mobilières ou instruments financiers de toute espèce, et la détention, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille.

La Société peut participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise et peut investir de quelque manière que ce soit dans tous types d'avoirs. La Société peut également détenir des intérêts dans des sociétés de personnes et exercer son activité par l'intermédiaire de succursales au Luxembourg ou à l'étranger.

La Société peut emprunter sous toute forme et procéder par voie de placement privé à l'émission d'obligations, de notes et de certificats de créance ou toute sorte de valeur mobilière.

La Société peut prêter des fonds, y compris sans limitation ceux résultant de tous emprunts de la Société ou de l'émission de tout titres de toute sorte, à ses filiales, sociétés affiliées ou toute autre société ou entité qu'elle juge appropriée.

La Société peut donner des garanties et accorder des sûretés à tout tiers pour ses propres obligations et engagements ainsi que pour les obligations de toute société ou autre entreprise dans laquelle la Société a un intérêt ou qui fait partie du groupe de sociétés auquel la Société appartient ou toute autre société ou entité qu'elle juge appropriée et généralement pour son propre bénéfice ou pour le bénéfice de cette entité.

D'une manière générale elle peut prêter assistance à toute société ou entreprise dans laquelle la Société a un intérêt ou qui fait partie du groupe de sociétés auquel appartient la Société ou toute autre société ou entreprise que la Société juge appropriée, prendre toute mesure de contrôle et de surveillance et effectuer toute opération qu'elle juge utile dans l'accomplissement et le développement de ses objets.

La Société peut généralement employer toute technique et tout instrument en relation avec un quelconque de ses investissements dans le but d'une gestion efficace, y compris sans limitation des techniques et des instruments destinés à protéger la Société contre les risques de crédit, de taux de change, taux d'intérêt et tout autre risque.

Finalement, la Société peut effectuer toute opération commerciale, technique, financière ou autre, liée directement ou indirectement, dans tous les domaines, afin de faciliter la réalisation de son objet.

Art. 3. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Siège Social. Le siège social de la Société est établi dans la Ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant dans les conditions prévues en cas de modification des statuts.

Le siège social peut être transféré à l'intérieur de la municipalité par décision du gérant ou, le cas échéant, du conseil de gérance.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales situés au Luxembourg ou à l'étranger.

Au cas où le gérant, ou le cas échéant le conseil de gérance, estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre les activités normales de la Société à son siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, ont eu lieu ou sont sur le point d'avoir lieu, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; ces mesures temporaires n'auraient aucun effet sur la nationalité de la Société qui, en dépit du transfert de son siège social, demeurerait une société luxembourgeoise. Ces mesures temporaires seront prises et portées à la connaissance des tiers par le gérant ou le cas échéant le conseil de gérance.

Art. 5. Capital Social. Le capital social émis de la Société est fixé à douze mille cinq cents euros (€12.500) divisé en un million deux cent cinquante mille (1.250.000) parts sociales d'une valeur nominale d'un centime d'euro (€0,01) chacune. Le capital de la Société peut être augmenté ou réduit par une résolution des associés adoptée de la manière requise pour la modification des présents Statuts et la Société peut procéder au rachat de ses propres parts sociales en vertu d'une décision de ses associés.

Toute prime d'émission disponible sera distribuable.

Art. 6. Transfert de parts sociales. Les parts sociales sont librement transférables entre associés. Sauf dispositions contraires de la loi, les parts sociales ne peuvent être cédées à des non associés que moyennant l'agrément donné par au moins soixante-quinze pourcent du capital social de la Société.

Art. 7. Gérance de la Société. La Société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non.

Ils sont nommés et révoqués par l'assemblée générale des associés, qui détermine leurs pouvoirs et la durée de leurs fonctions, et qui statue à la majorité simple. Si aucun terme n'est indiqué, les gérants sont nommés pour une période

indéterminée. Les gérants sont rééligibles mais leur nomination est également révocable avec ou sans motifs (ad nutum) et à tout moment.

Au cas où il y aurait plus d'un gérant, les gérants constituent un conseil de gérance.

Tout gérant peut participer à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique ou d'autres moyens de communication similaires permettant à toutes les personnes prenant part à cette réunion de s'entendre les unes les autres et de communiquer les unes avec les autres. Une réunion peut également être tenue uniquement sous forme de conférence téléphonique. La participation à ou la tenue d'une réunion par ces moyens équivaut à une participation en personne à une telle réunion ou à une réunion tenue en personne. Les gérants peuvent être représentés aux réunions du conseil de gérance par un autre gérant, sans limitation quant au nombre de procurations qu'un gérant peut accepter et voter.

Un avis écrit de toute réunion du conseil de gérance doit être donné aux gérants au moins vingt-quatre (24) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque gérant par écrit, par câble, télégramme, télex, e-mail ou télécopie ou tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil de gérance.

Les décisions du conseil de gérance sont valablement prises avec l'accord de la majorité des gérants de la Société (y compris par voie de représentation).

Le conseil de gérance peut, à l'unanimité, prendre des résolutions sur un ou plusieurs documents similaires par voie circulaire en exprimant son approbation par écrit, par e-mail pdf ou télécopie ou tout autre moyen de communication similaire. L'ensemble constituera les documents circulaires dûment exécutés faisant foi de la résolution. Les résolutions des gérants et les procès-verbaux des réunions, y compris celles prises par voie circulaire, seront signées et/ou certifiées comme faisant foi et un extrait pourra être émis sous la signature individuelle de chaque gérant.

La Société sera engagée par la signature du gérant unique en cas d'un seul gérant, et dans le cas d'un conseil de gérance, par la signature unique de l'un des gérants.

Dans tous les cas, la Société sera valablement engagée par la seule signature de toute(s) personne(s) à qui de tels pouvoirs de signature auront été délégués par le gérant unique ou le cas échéant par le conseil de gérance par l'un des gérants.

Art. 8. Responsabilité des gérants. Les Gérant(s) ne sont pas personnellement responsables des dettes de la Société. En tant que représentants de la Société, ils sont responsables de l'exécution de leurs obligations.

Sous réserve des exceptions et limitations énumérées ci-dessous, toute personne qui est, ou qui a été gérant, dirigeant ou responsable représentant de la Société, sera, dans la mesure la plus large permise par la loi, indemnisée par la Société pour toute responsabilité encourue et toutes dépenses raisonnables contractées ou payées par elle en rapport avec toute demande, action, plainte ou procédure dans laquelle elle est impliquée à raison de son mandat présent ou passé de gérant, dirigeant ou responsable représentant et pour les sommes payées ou contractées par elle dans le cadre de leur règlement. Les mots «demande», «action», «plainte» ou «procédure» s'appliqueront à toutes les demandes, actions, plaintes ou procédures (civiles ou criminelles, y compris le cas échéant toute procédure d'appel) actuelles ou prévisibles et les mots «responsabilité» et «dépenses» devront comprendre, sans limitation, les honoraires d'avocats, frais, jugements et montants payés en règlement et autres responsabilités.

Aucune indemnité ne sera versée à tout gérant, dirigeant ou responsable représentant:

(i) En cas de mise en cause de sa responsabilité vis-à-vis de la Société ou de ses associés en raison d'un abus de pouvoir, de mauvaise foi, de négligence grave ou d'imprudence dans l'accomplissement des devoirs découlant de la conduite de sa fonction;

(ii) Pour toute affaire dans laquelle il serait finalement condamné pour avoir agi de mauvaise foi et non dans l'intérêt de la Société; ou

(iii) Dans le cas d'un compromis ou d'une transaction, à moins que le compromis ou la transaction en question n'ait été approuvé par une juridiction compétente ou par le conseil de gérance.

Le droit à indemnisation prévu par les présentes, n'affectera aucun autre droit dont un gérant, dirigeant ou représentant peut bénéficier actuellement ou ultérieurement, il subsistera à l'égard de toute personne ayant cessé d'être gérant, dirigeant ou représentant et bénéficiera aux héritiers, exécuteurs testamentaires et administrateurs de telle personne. Les dispositions du présent article n'affecteront aucun droit à indemnisation dont pourrait bénéficier le personnel de la Société, y compris les gérants, dirigeants ou représentants en vertu d'un contrat ou autrement en vertu de la loi.

Les dépenses en rapport avec la préparation et la représentation d'une défense à l'encontre de toute demande, action, plainte ou procédure de nature telle que décrite dans le présent article, seront avancées par la Société avant toute décision sur la question de savoir qui supportera ces dépenses, moyennant l'engagement par ou pour le compte du représentant ou du dirigeant de rembourser ce montant s'il est finalement déterminé qu'il n'a pas droit à une indemnisation conformément au présent article.

Art. 9. Droits de vote des associés. Chaque associé peut participer aux décisions collectives. Il a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède et peut se faire valablement représenter aux assemblées des associés par un porteur de procuration spéciale.

Art. 10. Assemblées des associés. Les décisions des associés sont prises dans les formes et aux majorités prévues par la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales, par écrit (dans la mesure où c'est permis par la loi) ou lors d'assemblées. Toute assemblée des associés de la Société valablement constituée ou toute résolution circulaire (le cas échéant) représentera l'intégralité des associés de la Société.

Les assemblées seront convoquées par une convocation adressée par lettre recommandée aux associés à leur adresse contenue dans le registre des associés tenu par la Société au moins huit (8) jours avant la date d'une telle assemblée. Si l'intégralité du capital social est représentée à une assemblée l'assemblée peut être tenue sans convocation préalable.

Dans le cas de résolutions circulaires, le texte de ces résolutions sera envoyé aux associés à leurs adresses inscrites dans le registre des associés tenu par la Société. Les résolutions prennent effet à partir de l'approbation par la majorité comme prévu par la loi concernant les décisions collectives (ou sujet à la satisfaction des réquisitions de majorité, à la date y précisée). Une résolution écrite unanime peut être passée à tout moment sans convocation préalable.

A moins que ce soit prévu autrement par la loi, (i) les décisions de l'assemblée générale seront valablement adoptées si elles sont approuvées par les associés représentant plus de la moitié du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte à la première assemblée ou lors de la première résolution écrite, les associés seront convoqués ou consultés une deuxième fois, par lettre recommandée, et les décisions seront adoptées à la majorité des voix des votants, sans considérer la portion du capital représenté. (ii) Cependant, des décisions concernant des modifications des Statuts seront prises par (x) une majorité des associés (y) représentant au moins trois-quarts du capital social émis et (iii) les décisions concernant le changement de nationalité de la Société seront prises par les associés représentant cent pour cent (100%) du capital social émis.

Art. 11. Année Sociale. L'année sociale commence le 1^{er} janvier de chaque année et se termine le 31 décembre de la même année, sauf pour la première année sociale qui commencera le jour de la constitution et se terminera le 31 décembre 2014.

Art. 12. Comptes annuels. Chaque année, le gérant, ou le cas échéant le conseil de gérance établit les comptes annuels. Les comptes annuels sont disponibles au siège social pour tout associé de la Société.

Art. 13. Distributions. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'une réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire si cette réserve atteint dix pour cent (10%) du capital social émis de la Société.

Les associés peuvent décider de payer des acomptes sur dividendes intérimaires sur base d'un état comptable préparé par le gérant ou le cas échéant le conseil de gérance, duquel il ressort que des fonds suffisants sont disponibles pour distribution, étant entendu que les fonds à distribuer ne peuvent pas excéder le montant des bénéfices réalisés depuis le dernier exercice comptable augmenté des bénéfices reportés et des réserves et prime distribuables mais diminué des pertes reportées et des sommes à allouer à une réserve constituée en vertu de la loi.

Le solde peut être distribué aux associés par décision prise en assemblée générale des associés.

Le compte de prime d'émission peut être distribué aux associés par décision prise en assemblée générale des associés. L'assemblée générale des associés peut décider d'allouer tout montant de la prime d'émission à la réserve légale.

Art. 14. Dissolution. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non et qui sont nommés par l'assemblée générale des associés qui fixeront leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

Art. 15. Associé Unique. Lorsque, et aussi longtemps qu'un associé réunit toutes les parts sociales de la Société entre ses seules mains, la Société est une société unipersonnelle au sens de l'article 179 (2) de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales; dans ce cas, les articles 200-1 et 200-2, entre autres, de la même loi sont d'application.

Art. 16. Loi Applicable. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés se réfèrent aux dispositions légales en vigueur.

Les statuts de la Société ayant été ainsi établis par la partie comparante TPG Capital - Luxembourg, S.à.r.l. a souscrit et intégralement libéré un million deux cent cinquante mille (1.250.000) parts sociales d'une valeur nominale d'un centime d'euro (€0,01) chacune, pour un prix total de souscription de douze mille cinq cents euros (€12.500). Preuve du paiement du prix de souscription de douze mille cinq cents euros (€12.500) a été donnée au notaire instrumentant.

Dépenses

Les frais, dépenses, rémunérations, charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société du fait de sa formation sont évaluées à environ EUR 1.500,-.

Décisions extraordinaires de l'associé unique

Et aussitôt, l'associé unique a pris les résolutions suivantes:

1. Le siège social de la Société est fixé au:

5, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg

2. Les personnes suivantes sont nommées gérants de la Société pour une durée indéterminée sous réserve des statuts de la Société chacun avec pouvoir de signature comme suit:

- Pedro Fernandes das Neves, accounting manager, né le 15 octobre 1974 à São Domingos de Benfica Lisboa, Portugal, avec adresse professionnelle au 5, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg; et

- John Viola, directeur de sociétés, né le 13 octobre 1965 à Arcadia, Californie, Etats-Unis d'Amérique, avec adresse professionnelle au 301 Commerce Street, Suite 3300, Forth Worth, TX 76102, Etats-Unis d'Amérique.

3. La première année sociale commencera le jour de la constitution de la Société et se terminera le 31^{ème} jour du mois de décembre 2014.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le document ayant été lu au comparant, qui a requis que le présent acte soit rédigé en langue anglaise, ledit comparant a signé le présent acte en original avec Nous, notaire, qui avons une connaissance personnelle de la langue anglaise.

Le présent acte, rédigé en anglais, est suivi d'une traduction française. En cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Signé: T. HOSS et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 20 février 2014. Relation: LAC/2014/8077. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 26 février 2014.

Référence de publication: 2014032004/396.

(140035761) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 février 2014.

Lear East European Operations, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 4.499.400,00.

Siège social: L-1911 Luxembourg, 9, rue du Laboratoire.

R.C.S. Luxembourg B 100.647.

In the year two thousand and thirteen, on the seventeenth day of December.

Before, Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Lear (Luxembourg), a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of Luxembourg and having its registered office at 9, rue du Laboratoire, L-1911 Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 98.070 and having a share capital of one hundred eighty-six million one hundred fifteen thousand eight hundred US Dollars (USD 186,115,800) (Lear (Luxembourg)),

hereby represented by Mr. Régis Galiotto, notary clerk residing professionally in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, acting pursuant to a proxy given under private seal,

(I) Said proxy shall be annexed to the present deed for the purpose of registration.

(II) The appearing party has requested the undersigned notary to document that:

- Lear (Luxembourg) is the sole shareholder (the Sole Shareholder) of Lear East European Operations, a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 9, rue du Laboratoire, L-1911 Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 100.647 and having a share capital of four million four hundred ninety-nine thousand two hundred euro EUR 4,499,200 and incorporated pursuant to a deed of Maître Joseph Elvinger, public notary residing in Luxembourg, on 7 April 2004, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (Mémorial C) number 679 on 2 July 2004 (the Company).

- The articles of association of the Company have been amended for the last time on 10 December 2007 pursuant to a deed of Maître Joseph Elvinger, published in the Mémorial C number 314 on 6 February 2008.

- The Company's share capital is presently set at four million four hundred ninety-nine thousand two hundred euro (EUR 4,499,200) represented by forty-four thousand nine hundred ninety-two (44,992) shares having a nominal value of one hundred euro (EUR 100) each.

(III) The appearing party has requested the undersigned notary to enact the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolves (i) to increase the Company's share capital by an amount of two hundred euro (EUR 200) so as to raise it from its current amount of four million four hundred ninety-nine thousand two hundred euro (EUR 4,499,200) represented by forty-four thousand nine hundred ninety-two (44,992) shares having a nominal value of one hundred euro (EUR 100) each to four million four hundred ninety-nine thousand four hundred euro (EUR 4,499,400) by the creation and issuance of two (2) shares having a nominal value of one hundred euro (EUR 100) each having the rights

and obligations attached to such shares in the articles of association of the Company, and (ii) the allocation of eight hundred fifty-five thousand five hundred eighty two euro ninety four cents (EUR 855,582.94) to the share premium account of the Company, the whole to be fully paid up through a contribution in kind.

Second resolution

The Sole Shareholder resolves to approve the subscription and full payment of the new shares in consideration of a contribution in kind, having a global value of one million one hundred seventy eight thousand nine hundred twenty-six euro and fifty-eight cents (EUR 1,178,926.58) being the USD equivalent of eight hundred fifty-five thousand seven hundred eighty two euro and ninety four cents (EUR 855,782.94) according to USD/EUR the exchange rate available at the date hereof and consisting in 0.01% of the capital of Lear Corporation Hungary Automotive Manufacturing Limited Liability Company, a company incorporated and existing under the laws of Hungary, having its registered office at having its registered office at 2100 Gödöllő, Haraszti út 4., registered under number 13-09-087375 and having its share capital of four million seven hundred eighty thousand euro (EUR 4,780,000) (LEH), as follows:

Subscription - Payment

Thereupon, the Sole Shareholder, prenamed and represented as stated, above declares to subscribe to two (2) new shares having a nominal value of one hundred euro (EUR 100) each and to the share premium, and to fully pay them up by way of a contribution in kind consisting in 0.01% of business quotas (the Business Quotas) held by Lear (Luxembourg) in LEH.

Such contribution in kind, having an aggregate value one million one hundred seventy eight thousand nine hundred twenty-six euro and fifty-eight cents (EUR 1,178,926.58) being the USD equivalent of eight hundred fifty-five thousand seven hundred eighty two euro and ninety four cents (EUR 855,782.94) according to USD/EUR the exchange rate available at the date hereof made to the Company is to be allocated as follows:

- two hundred euro (EUR 200) is allocated to the share capital account of the Company; and
- the remaining amount of eight hundred fifty-five thousand five hundred eighty two euro and ninety four cents (EUR 855,582.94) being allocated to the share premium account of the Company.

It results from a statement of value issued on 12 December 2013 by the managers of Lear (Luxembourg) that, as of the date of such statement of value:

- Lear (Luxembourg) is the full owner of the Business Quotas;
- the Business Quotas are fully paid-up;
- the Business Quotas represent 0.01% of the capital of LEH;
- Lear (Luxembourg) is solely entitled to the respective Business Quotas and possess the power to dispose of their respective Business Quotas;
- none of the Business Quotas is encumbered with any pledge or usufruct, there exists no right to acquire any pledge or usufruct on any of the Business Quotas and none of the Business Quotas is subject to any attachment;
- there exists no pre-emption right nor any other right by virtue of which any person may be entitled to demand that one or more of the Business Quotas be transferred to it;
- according to the laws of Hungary, Lear (Luxembourg) is free to transfer the Business Quotas to the Company;
- all assets and liabilities of LEH are shown on the attached balance sheet as of 24 August 2013 and the Business Quotas are worth at least one million one hundred seventy eight thousand nine hundred twenty-six euro and fifty-eight cents (EUR 1,178,926.58); and
- there are no major changes in the financial situation of LEH since the balance sheet dated 24 August 2013.

Such statement of value and a copy of the balance sheet of LEH, after signature "ne varietur" by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

Third resolution

As a result of the above resolutions, the Sole Shareholder resolves to amend article 6 of the articles of association of the Company, which shall have the following wording:

" **Art. 6.** The Company's share capital is set at four million four hundred ninety-nine thousand four hundred euro (EUR 4,499,400) represented by fortyfour thousand nine hundred ninety-four (44,994) shares having a par value of one hundred euro (EUR 100) each."

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever, which fall to be paid by the Company as a result of this deed are estimated at approximately EUR 3,500.-

Whereof, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary, who knows and understands English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a German version; on request of the same person and in case of divergences between the English and the German text, the English text will prevail.

The document having been read to the appearing person, who is known to the notary by his/her surname, first name, civil status and residence, the said person signed together with the notary, this original deed.

Es folgt die deutsche Übersetzung des vorangehenden Textes:

Im Jahre zweitausenddreizehn, am siebzehnten Dezember.

Vor Maître Henri Hellinckx, Notar mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

Ist erschienen:

Lear (Luxemburg), eine Luxemburger Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), gegründet nach den Gesetzen Luxemburgs und mit eingetragenem Firmensitz in 9, rue du Laboratoire, L-1911 Luxemburg, im Luxemburger Handelsregister eingetragen unter Nr. B 98.070 und mit einem Gesellschaftskapital von einhundertsechundsachtzig Millionen einhundertfünfzehntausendachthundert US-Dollar (186.115.800,- USD) (Lear Luxemburg),

hier vertreten durch Herrn Régis Galiotto, Notarfachangestellter. Beruflich ansässig in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, handelnd gemäß privatschriftlicher Vollmacht.

(I) Besagte Vollmacht wird vorliegender notarieller Urkunde zum Zwecke der Registrierung als Anhang beigefügt.

(II) Die erschienene Partei ersucht unterfertigten Notar, Folgendes zu dokumentieren:

- Lear (Luxemburg) ist alleinige Gesellschafterin (die alleinige Gesellschafterin) von Lear East European Operations, einer Luxemburger Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) mit eingetragenem Firmensitz in der 9, rue du Laboratoire, L-1911 Luxemburg, im Luxemburger Handelsregister eingetragen unter Nr. B 100.647 und mit einem Gesellschaftskapital von vier Millionen vierhundertneunundneunzigtausendzweihundert Euro (4.499.200,- EUR) und gegründet gemäß Urkunde aufgenommen durch Maître Joseph Elvinger, Notar mit dem Amtssitz in Luxemburg am 7. April 2004, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (Mémorial C) Nummer 679 vom 2. Juli 2004 (das Unternehmen).

- Die Satzung des Unternehmens wurde zuletzt am 10. Dezember 2007 abgeändert gemäß Urkunde aufgenommen durch den vorbenannten Notar Joseph Elvinger, veröffentlicht im Mémorial C Nummer 314 vom 06. Februar 2008.

- Das Gesellschaftskapital des Unternehmens beträgt derzeit vier Millionen vierhundertneunundneunzigtausendzweihundert Euro (4.499.200 EUR), aufgeteilt in vierundvierzigtausendneunhundertzweiundneunzig (44.992) Anteile mit einem Nennwert von je einhundert Euro (100 EUR).

(III) Die erschienene Partei ersucht den unterfertigten Notar, folgende Beschlüsse zu erlassen:

Erster Beschluss

Die alleinige Gesellschafterin beschließt (i) das Gesellschaftskapital des Unternehmens um die Summe von zweihundert Euro (EUR 200 EUR) zu erhöhen um es von seinem jetzigen Stande von vier Millionen vierhundertneunundneunzigtausendzweihundert Euro (EUR 4.499.200,-) eingeteilt in vierundvierzigtausendneunhundertzweiundneunzig (44.992) Anteile mit einem Nennwert von je einhundert Euro (EUR 100,-) auf vier Millionen vierhundertneunundneunzigtausendvierhundert Euro (EUR 4.499.400,-) zu bringen durch die Auflage und Ausgabe von zwei (2) Anteilen mit einem Nennwert von je einhundert Euro (100 EUR), die jeweils mit den Rechten und Pflichten verbunden sind, die gemäß der Satzung des Unternehmens mit einem solchen Anteil einhergehen, und (ii) die Summe von achthundertfünfundfünfzigtausendfünfhundertzweiundachtzig Euro und vierundneunzig Cent (EUR 855.582,94) dem Ausgabe-Agio zuzuführen, das Ganze wird vollständig durch eine Sacheinlage bezahlt.

Zweiter Beschluss

Die alleinige Gesellschafterin beschließt die Genehmigung der Zeichnung und vollständigen Bezahlung der neuen Anteile gegen die Sacheinlage in Höhe von einer Million einhundertachtundsiebzigtausend neunhundertsechszwanzig US Dollar und achtundfünfzig Cent (USD 1.178.926,58) entsprechend achthundertfünfundfünfzigtausendsiebenhundertzweiundachtzig Euro und vierundneunzig Cent (EUR 855.782,94) laut heutigen Wechselkurs, und bestehend aus 0,01 % des Kapitals der Lear Corporation Hungary Automotive Manufacturing Limited Liability Company, eines nach den Gesetzen Ungarns gegründeten und bestehenden Unternehmens mit eingetragenem Firmensitz in 2100 Gödöllő, Haraszi út 4., eingetragen unter Nr. 13-09-087375 und mit einem Gesellschaftskapital von vier Millionen siebenhundertachtzigtausend Euro (4.780.000 EUR), (LEH) wie folgt:

Zeichnung - Bezahlung

Daraufhin erklärt die alleinige Gesellschafterin, vorbenannt und vertreten wie vorerwähnt, die zwei (2) neuen Anteile mit einem Nennwert von je einhundert Euro (100 EUR) zu zeichnen zusammen mit dem Ausgabe-Agio, und diese vollständig durch eine Sacheinlage bestehend aus 0,01 % der von Lear (Luxemburg) an LEH gehaltenen Geschäftsanteile (die Geschäftsanteile) zu bezahlen.

Diese Sacheinlage an das Unternehmen mit dem Gesamtwert von einer Million einhundertachtundsiebzigtausend neunhundertsechszwanzig US Dollar und achtundfünfzig Cent (USD 1.178.926,58) entsprechend achthundertfün-

fundfünfzigtausendsiebenhundertzweiundachtzig Euro und vierundneunzig Cent (EUR 855.782,94) laut heutigen Wechselkurs, wird wie folgt zugewiesen:

- zweihundert Euro (200 EUR) werden dem Gesellschaftskapital des Unternehmens zugewiesen; und
- die verbleibende Summe von achthundertfünfundfünfzigtausendfünfhundertzweiundachtzig Euro und vierundneunzig Cent (EUR 855.582,94) wird der Agiorücklage des Unternehmens zugewiesen.

Aus einer am 12. Dezember 2013 von den Geschäftsführern von Lear (Luxemburg) ausgestellten Urkunde ergibt sich, dass ab Datum dieser Urkunde Folgendes gilt:

- Lear (Luxemburg) ist vollständige Eigentümerin der Geschäftsanteile.
- Die Geschäftsanteile sind vollständig bezahlt.
- Die Geschäftsanteile entsprechen 0,01 % des Kapitals an LEH.
- Lear (Luxemburg) allein besitzt die Rechte an den jeweiligen Geschäftsanteilen und ist berechtigt, ihre jeweiligen Geschäftsanteile abzustößen.
- Keiner der Geschäftsanteile ist verpfändet oder mit einem Nießbrauch belastet, es besteht kein Recht, einen der Geschäftsanteile zu verpfänden oder mit einem Nießbrauch zu belasten und keiner der Geschäftsanteile unterliegt einer Pfändung.
- Es besteht kein Vorkaufsrecht und kein anderes Recht, nach dem jemand berechtigt ist, die Übertragung eines oder mehrerer der Geschäftsanteile zu fordern.
- Nach den Gesetzen Ungarns steht es Lear (Luxemburg) frei, die Geschäftsanteile an das Unternehmen zu übertragen.
- Beigefügte Bilanz vom 24. August 2013 spiegelt die gesamte Vermögenslage von LEH wider und die Geschäftsanteile sind mindestens einer Million einhundertachtundsiebzigttausend neunhundertsechszwanzig US Dollar und achtundfünfzig Cent (USD 1.178.926,58) wert.
- Seit der Bilanz vom 24. August 2013 haben sich keine deutlichen Veränderungen an der finanziellen Situation von LEH ergeben.

Die entsprechende Urkunde sowie eine Kopie der Bilanz von LEH werden nach Unterschrift „ne varietur“ durch den Bevollmächtigten der erschienenen Partei und den unterfertigten Notar der vorliegenden notariellen Urkunde zur Einreichung bei den Registrierungsbehörden angehängt.

Dritter Beschluss

Als Ergebnis obenstehender Beschlüsse beschließt die alleinige Gesellschafterin, Artikel 6 der Satzung des Unternehmens zu ändern, sodass er wie folgt lautet:

„ **Art. 6.** Das Gesellschaftskapital des Unternehmens beträgt vier Millionen vierhundertneunundneunzigtausendvierhundert Euro (4.499.400 EUR), aufgeteilt in vierundvierzigtausendneunhundertvierundneunzig (44.994) Anteile mit einem Nennwert von je einhundert Euro (100 EUR).“

Ausgaben

Sämtliche Ausgaben, Kosten, Gebühren und Aufwendungen, die aufgrund dieser notariellen Urkunde vom Unternehmen zu bezahlen sind, werden auf circa EUR 3.500,- geschätzt.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxemburg, am zu Beginn des Dokuments genannten Datum in Luxemburg aufgesetzt.

Der unterfertigte Notar, der der englischen Sprache mächtig ist und sie versteht, erklärt hiermit, dass die vorliegende notarielle Urkunde auf Ersuchen des oben genannten Erschienenen in Englisch, gefolgt von einer deutschen Version, abgefasst wird; auf Ersuchen desselben und im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text hat der englische Text Vorrang.

Das Dokument wurde dem Erschienenen, der/die dem Notar mit Nachnamen, Vornamen, Ehestand und Adresse bekannt ist, vorgelesen, sodann wurde diese Originalurkunde von besagtem Erschienenen zusammen mit dem Notar unterzeichnet.

Gezeichnet: R. GALIOTTO und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 27 décembre 2013. Relation: LAC/2013/60850. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG - der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Luxemburg, den 24. Februar 2014.

Référence de publication: 2014031812/197.

(140035053) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 février 2014.

Great German Stores A, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1313 Luxembourg, 2A, rue des Capucins.

R.C.S. Luxembourg B 113.885.

—
EXTRAIT

Der Jahresabschluss vom 31.12.2012 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Unterschrift
Geschäftsführer

Référence de publication: 2014034703/12.

(140039629) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mars 2014.

Michaels of Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: CAD 25.000,00.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 184.767.

—
STATUTES

In the year two thousand fourteen, on the twenty-ninth day of January.

Before the undersigned, Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

MICHAELS U.S. HOLDINGS 2, LLC (G.P.) (Delaware), a limited liability company, having its registered office at Corporation Trust Company, Corporation Trust Center, 1209 Orange Street, County of New Castle, Wilmington, Delaware 19808, United States of America,

here represented by Solange Wolter-Schieres, notary's cleric, residing professionally in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal.

After signature ne varietur by the authorised representative of the appearing party and the undersigned notary, the power of attorney will remain attached to this deed for the purpose of registration.

The appearing party, represented as set out above, has requested the undersigned notary to state as follows the articles of association of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated:

I. Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Name. The name of the company is "Michaels of Luxembourg S. à r.l." (the Company). The Company is a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, in particular the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended (the Law), and these articles of incorporation (the Articles).

Art. 2. Registered office.

2.1. The Company's registered office is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within that municipality by a resolution of the board of managers. It may be transferred to any other location in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers. If the board of managers determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent, and that those developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with ease of communication between that office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the developments or events in question have completely ceased. Any such temporary measures do not affect the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Corporate object.

3.1. The Company's object is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever, and the management of those participations. The Company may in particular acquire, by subscription, purchase and exchange or in any other manner, any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and, more generally, any securities and financial instruments issued by any public or private entity. It may participate in the creation, development, management and control of any

company or enterprise. Further, it may invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin.

3.2. The Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and any kind of debt and equity securities. It may lend funds, including, without limitation, the proceeds of any borrowings, to its subsidiaries, affiliated companies and any other companies. It may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over some or all of its assets to guarantee its own obligations and those of any other company, and, generally, for its own benefit and that of any other company or person. For the avoidance of doubt, the Company may not carry out any regulated financial sector activities without having obtained the requisite authorisation.

3.3. The Company may use any techniques, legal means and instruments to manage its investments efficiently and protect itself against credit risks, currency exchange exposure, interest rate risks and other risks.

3.4. The Company may carry out any commercial, financial or industrial operation and any transaction with respect to real estate or movable property which, directly or indirectly, favours or relates to its corporate object.

Art. 4. Duration.

4.1. The Company is formed for an unlimited period.

4.2. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or more shareholders.

II. Capital - Shares

Art. 5. Capital.

5.1 The share capital is set at twenty-five thousand Canadian Dollars (CAD 25,000.-). represented by twenty-five thousand (25,000) shares in registered form, having a nominal value of one Canadian Dollar (CAD 1.-) each.

5.2 The share capital may be increased or reduced once or more by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

Art. 6. Shares.

6.1 The shares are indivisible and the Company recognises only one (1) owner per share.

6.2 The shares are freely transferable between shareholders.

6.3 When the Company has a sole shareholder, the shares are freely transferable to third parties.

6.4 When the Company has more than one shareholder, the transfer of shares (inter vivos) to third parties is subject to prior approval by shareholders representing at least three-quarters of the share capital.

6.5 A share transfer shall only be binding on the Company or third parties following notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the Luxembourg Civil Code.

6.6 A register of shareholders shall be kept at the registered office and may be examined by any shareholder on request.

6.7 The Company may redeem its own shares, provided:

- (i) it has sufficient distributable reserves for that purpose; or
- (ii) the redemption results from a reduction in the Company's share capital.

III. Management - Representation

Art. 7. Appointment and removal of managers.

7.1 The Company shall be managed by one or more managers appointed by a resolution of the shareholders, which sets the term of their office. The managers need not be shareholders.

7.2 The managers may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the shareholders.

Art. 8. Board of managers. If several managers are appointed, they shall constitute the board of managers (the Board). The shareholders may decide to appoint managers of two different classes, i.e. one or several class A managers and one or several class B managers.

8.1. Powers of the board of managers

(i) All powers not expressly reserved to the shareholders by the Law or the Articles fall within the competence of the Board, which has full power to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's corporate object.

(ii) The Board may delegate special or limited powers to one or more agents for specific matters.

8.2. Procedure

(i) The Board shall meet at the request of any manager, at the place indicated in the convening notice, which in principle shall be in Luxembourg.

(ii) Written notice of any Board meeting shall be given to all managers at least twenty-four (24) hours in advance, except in the case of an emergency, in which case the nature and circumstances of such shall be set out in the notice.

(iii) No notice is required if all members of the Board are present or represented and each of them states that they have full knowledge of the agenda for the meeting. A manager may also waive notice of a meeting, either before or after the meeting. Separate written notices are not required for meetings which are held at times and places indicated in a schedule previously adopted by the Board.

(iv) A manager may grant to another manager a power of attorney in order to be represented at any Board meeting.

(v) The Board may only validly deliberate and act if a majority of its members are present or represented. Board resolutions shall be validly adopted by a majority of the votes of the managers present or represented, provided that if the shareholders have appointed one or several class A managers and one or several class B managers, at least one (1) class A manager and one (1) class B manager votes in favour of the resolution. Board resolutions shall be recorded in minutes signed by the chairperson of the meeting or, if no chairperson has been appointed, by all the managers present or represented.

(vi) Any manager may participate in any meeting of the Board by telephone or video conference, or by any other means of communication which allows all those taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. Participation by such means is deemed equivalent to participation in person at a duly convened and held meeting.

(vii) Circular resolutions signed by all the managers (Managers' Circular Resolutions) shall be valid and binding as if passed at a duly convened and held Board meeting, and shall bear the date of the last signature.

8.3. Representation

(i) The Company shall be bound towards third parties in all matters by the joint signature of any class A manager and any class B manager.

(ii) The Company shall also be bound towards third parties by the signature of any person to whom special powers have been delegated by the Board.

Art. 9. Sole manager.

9.1. If the Company is managed by a sole manager, all references in the Articles to the Board, the managers or any manager are to be read as references to the sole manager, as appropriate.

9.2. The Company is bound towards third parties by the signature of the sole manager.

9.3. The Company is also bound towards third parties by the signature of any persons to whom special powers have been delegated.

Art. 10. Liability of the managers. The managers shall not be held personally liable by reason of their office for any commitment they have validly made in the name of the Company, provided those commitments comply with the Articles and the Law.

IV. Shareholders

Art. 11. General meetings of shareholders and shareholders' written resolutions.

11.1. Powers and voting rights

(i) Unless resolutions are taken in accordance with article 11.1.(ii), resolutions of the shareholders shall be adopted at a general meeting of shareholders (each a General Meeting).

(ii) If the number of shareholders of the Company does not exceed twenty-five (25), resolutions of the shareholders may be adopted in writing (Written Shareholders' Resolutions).

(iii) Each share entitles the holder to one (1) vote.

11.2. Notices, quorum, majority and voting procedures

(i) The shareholders may be convened to General Meetings by the Board. The Board must convene a General Meeting following a request from shareholders representing more than half of the share capital.

(ii) Written notice of any General Meeting shall be given to all shareholders at least eight (8) days prior to the date of the meeting, except in the case of an emergency, in which case the nature and circumstances of such shall be set out in the notice.

(iii) When resolutions are to be adopted in writing, the Board shall send the text of such resolutions to all the shareholders. The shareholders shall vote in writing and return their vote to the Company within the timeline fixed by the Board. Each manager shall be entitled to count the votes.

(iv) General Meetings shall be held at the time and place specified in the notices.

(v) If all the shareholders are present or represented and consider themselves duly convened and informed of the agenda of the General Meeting, it may be held without prior notice.

(vi) A shareholder may grant written power of attorney to another person (who need not be a shareholder), in order to be represented at any General Meeting.

(vii) Resolutions to be adopted at General Meetings shall be passed by shareholders owning more than one-half of the share capital. If this majority is not reached at the first General Meeting, the shareholders shall be convened by registered letter to a second General Meeting and the resolutions shall be adopted at the second General Meeting by a majority of the votes cast, irrespective of the proportion of the share capital represented.

(viii) The Articles may only be amended with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital.

(ix) Any change in the nationality of the Company and any increase in a shareholder's commitment to the Company shall require the unanimous consent of the shareholders.

(x) Written Shareholders' Resolutions are passed with the quorum and majority requirements set forth above and shall bear the date of the last signature received prior to the expiry of the timeline fixed by the Board.

Art. 12. Sole shareholder. When the number of shareholders is reduced to one (1):

- (i) the sole shareholder shall exercise all powers granted by the Law to the General Meeting;
- (ii) any reference in the Articles to the shareholders, the General Meeting, or the Written Shareholders' Resolutions is to be read as a reference to the sole shareholder or the sole shareholder's resolutions, as appropriate; and
- (iii) the resolutions of the sole shareholder shall be recorded in minutes or drawn up in writing.

V. Annual accounts - Allocation of profits - Supervision

Art. 13. Financial year and approval of annual accounts.

13.1. The financial year begins on the first (1) of January and ends on the thirty-first (31) of December of each year.

13.2. Each year, the Board must prepare the balance sheet and profit and loss accounts, together with an inventory stating the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarising the Company's commitments and the debts owed by its managers and shareholders to the Company.

13.3. Any shareholder may inspect the inventory and balance sheet at the registered office.

13.4. The balance sheet and profit and loss accounts must be approved in the following manner:

(i) if the number of shareholders of the Company does not exceed twenty-five (25), within six (6) months following the end of the relevant financial year either (a) at the annual General Meeting (if held) or (b) by way of Written Shareholders' Resolutions; or

(ii) if the number of shareholders of the Company exceeds twenty-five (25), at the annual General Meeting.

13.5. If the number of shareholders of the Company exceeds twenty-five (25), the annual General Meeting shall be held at the registered office or at any other place within the municipality of the registered office, as specified in the notice, on the second Monday of May of each year at 10.00 a.m. If that day is not a business day in Luxembourg, the annual General Meeting shall be held on the following business day.

Art. 14. Auditors.

14.1. When so required by law, the Company's operations shall be supervised by one or more approved external auditors (réviseurs d'entreprises agréés). The shareholders shall appoint the approved external auditors, if any, and determine their number and remuneration and the term of their office.

14.2. If the number of shareholders of the Company exceeds twenty-five (25), the Company's operations shall be supervised by one or more commissaires (statutory auditors), unless the law requires the appointment of one or more approved external auditors (réviseurs d'entreprises agréés). The commissaires are subject to re-appointment at the annual General Meeting. They may or may not be shareholders.

Art. 15. Allocation of profits.

15.1. Five per cent (5%) of the Company's annual net profits must be allocated to the reserve required by law (the Legal Reserve). This requirement ceases when the Legal Reserve reaches an amount equal to ten per cent (10%) of the share capital.

15.2. The shareholders shall determine the allocation of the balance of the annual net profits. They may decide on the payment of a dividend, to transfer the balance to a reserve account, or to carry it forward in accordance with the applicable legal provisions.

15.3. Interim dividends may be distributed at any time, subject to the following conditions:

- (i) the Board must draw up interim accounts;
- (ii) the interim accounts must show that sufficient profits and other reserves (including share premium) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed the profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, if any, increased by profits carried forward and distributable reserves, and reduced by losses carried forward and sums to be allocated to the Legal Reserve;
- (iii) within two (2) months of the date of the interim accounts, the Board must resolve to distribute the interim dividends; and
- (iv) taking into account the assets of the Company, the rights of the Company's creditors must not be threatened by the distribution of an interim dividend.

If the interim dividends paid exceed the distributable profits at the end of the financial year, the Board has the right to claim the reimbursement of dividends not corresponding to profits actually earned and the shareholders must immediately refund the excess to the Company if so required by the Board.

VI. Dissolution - Liquidation

16.1. The Company may be dissolved at any time by a resolution of the shareholders adopted with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital. The shareholders shall appoint one or more liquidators, who need not be shareholders, to carry out the liquidation, and shall determine their number, powers and remuneration. Unless otherwise decided by the shareholders, the liquidators shall have full power to realise the Company's assets and pay its liabilities.

16.2. The surplus (if any) after realisation of the assets and payment of the liabilities shall be distributed to the shareholders in proportion to the shares held by each of them.

VII. General provisions

17.1. Notices and communications may be made or waived, Managers' Circular Resolutions and Written Shareholders Resolutions may be evidenced, in writing, by fax, e-mail or any other means of electronic communication.

17.2. Powers of attorney may be granted by any of the means described above. Powers of attorney in connection with Board meetings may also be granted by a manager, in accordance with such conditions as may be accepted by the Board.

17.3. Signatures may be in handwritten or electronic form, provided they fulfil all legal requirements for being deemed equivalent to handwritten signatures. Signatures of the Managers' Circular Resolutions, the resolutions adopted by the Board by telephone or video conference or the Written Shareholders' Resolutions, as the case may be, may appear on one original or several counterparts of the same document, all of which taken together shall constitute one and the same document.

17.4. All matters not expressly governed by these Articles shall be determined in accordance with the applicable law and, subject to any non-waivable provisions of the law, with any agreement entered into by the shareholders from time to time.

Transitional provision

The Company's first financial year shall begin on the date of this deed and shall end on the thirty-first (31) of December 2014.

Subscription and payment

MICHAELS U.S. HOLDINGS 2, LLC (G.P.) (Delaware), represented as stated above, subscribes for twenty-five thousand Canadian Dollars (CAD 25,000) shares in registered form, having a nominal value of one Canadian Dollar (CAD 1.-) each, and agrees to pay them in full by a contribution in cash of twenty-five thousand Canadian Dollars (CAD 25,000.-).

The amount of twenty-five thousand Canadian Dollars (CAD 25,000.-) is at the Company's disposal and evidence of such amount has been given to the undersigned notary.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever to be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated at approximately EUR 1,500.-

Resolutions of the sole shareholder

Immediately after the incorporation of the Company, the sole shareholder, representing the entire subscribed capital, adopted the following resolutions:

1. The following persons are appointed as class A managers of the Company for an indefinite period of time:

- Charles M. Sonstebly, private employee, born in New Jersey, United States of America, on August 29, 1963, with professional address at Michaels Stores, Inc., 8000 Bent Branch Dr, Irving, TX 75063, United States; and

- Michael J. Veitenheimer, private employee, born in Texas, United States of America on July 6, 1956, with professional address at Michaels Stores, Inc., 8000 Bent Branch Dr, Irving, TX 75063, United States.

2. The following persons are appointed as class B managers of the Company for an indefinite period of time:

Johanna Dirkje Martina van Oort, private employee, born in Groningen, the Netherlands, on February 26th, 1967, with professional address at 13-15 Avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg; and

- Claudine Schinker, private employee, born in Pétange, Luxembourg on March 31st, 1964, with professional address at 13-15 Avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg.

3. The registered office of the Company is located at 13-15 Avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states at the request of the appearing party that this deed is drawn up in English, followed by a French version, and that in the case of discrepancies, the English version prevails.

Whereof, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the date stated above.

After reading this deed, the notary signs it with the authorised representative of the appearing party.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le vingt-neuf janvier.

Par devant le soussigné Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

MICHAELS U.S. HOLDINGS 2, LLC (G.P.) (Delaware), une société dont le siège social se situe à Corporation Trust Company, Corporation Trust Center, 1209 Orange Street, County of New Castle, Wilmington, Delaware 19808, Etats-Unis d'Amérique

représentée par Solange Wolter-Schieres, clerc de notaire, avec adresse professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Après avoir été signées ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, ladite procuration restera annexée au présent acte pour les formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a prié le notaire instrumentant d'acter de la façon suivante les statuts d'une société à responsabilité limitée qui est ainsi constituée:

I. Dénomination - Siège social - Objet - Durée

Art. 1^{er}. Dénomination. Le nom de la société est "Michaels of Luxembourg S. à r.l." (la Société).

La Société est une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, et en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi), ainsi que par les présents statuts (les Statuts).

Art. 2. Siège social.

2.1. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans cette même commune par décision du conseil de gérance. Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution des associés, selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

2.2. Il peut être créé des succursales, filiales ou autres bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par décision du conseil de gérance. Lorsque le conseil de gérance estime que des développements ou événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents, et que ces développements ou événements sont de nature à compromettre les activités normales de la Société à son siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances. Ces mesures provisoires n'ont aucun effet sur la nationalité de la Société qui, nonobstant le transfert provisoire de son siège social, reste une société luxembourgeoise.

Art. 3. Objet social.

3.1. L'objet de la Société est la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit, et la gestion de ces participations. La Société peut notamment acquérir par souscription, achat et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et autres instruments de dette, et plus généralement, toutes valeurs mobilières et instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle peut participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise. Elle peut en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

3.2. La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit, sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de billets à ordre, d'obligations et de tous types de titres et instruments de dette ou de capital. La Société peut prêter des fonds, y compris notamment les revenus de tous emprunts, à ses filiales, sociétés affiliées, ainsi qu'à toutes autres sociétés. La Société peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges ou autrement créer et accorder des sûretés sur toute ou partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et celles de toute autre société et, de manière générale, en sa faveur et en faveur de toute autre société ou personne. En tout état de cause, la Société ne peut effectuer aucune activité réglementée du secteur financier sans avoir obtenu l'autorisation requise.

3.3. La Société peut employer toutes les techniques et instruments nécessaires à une gestion efficace de ses investissements et à sa protection contre les risques de crédit, les fluctuations monétaires, les fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

3.4. La Société peut effectuer toutes les opérations commerciales, financières ou industrielles et toutes les transactions concernant des biens immobiliers ou mobiliers qui, directement ou indirectement, favorisent ou se rapportent à son objet social.

Art. 4. Durée.

4.1. La Société est formée pour une durée indéterminée.

4.2. La Société ne sera pas dissoute en raison de la mort, de la suspension des droits civils, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs associés.

II. Capital - Parts sociales

Art. 5. Capital.

5.1. Le capital social est fixé à vingt-cinq mille dollars canadiens (CAD 25.000.-), représenté par vingt-cinq mille (25.000.-) parts sociales sous forme nominative, ayant une valeur nominale de un dollar canadien (CAD 1.-) chacune.

5.2. Le capital social peut être augmenté ou réduit à une ou plusieurs reprises par une résolution des associés, adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

Art. 6. Parts sociales.

6.1. Les parts sociales sont indivisibles et la Société ne reconnaît qu'un (1) seul propriétaire par part sociale.

6.2. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

6.3. Lorsque la Société a un associé unique, les parts sociales sont librement cessibles aux tiers.

6.4. Lorsque la Société a plus d'un associé, la cession des parts sociales (inter vivos) à des tiers est soumise à l'accord préalable des associés représentant au moins les trois-quarts du capital social.

6.5. Une cession de parts sociales ne sera opposable à l'égard de la Société ou des tiers, qu'après avoir été notifiée à la Société ou acceptée par celle-ci conformément à l'article 1690 du Code Civil luxembourgeois.

6.6. Un registre des associés est tenu au siège social et peut être consulté à la demande de chaque associé.

6.7. La Société peut racheter ses propres parts sociales à condition ou:

- (i) qu'elle ait des réserves distribuables suffisantes à cet effet; ou
- (ii) que le rachat résulte de la réduction du capital social de la Société.

III. Gestion - Représentation

Art. 7. Nomination et révocation des gérants.

7.1. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants nommés par une résolution des associés, qui fixe la durée de leur mandat. Les gérants ne doivent pas nécessairement être associés.

7.2. Les gérants sont révocables à tout moment, avec ou sans raison, par une décision des associés.

Art. 8. Conseil de gérance. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront le conseil de gérance (le Conseil). Les associés peuvent décider de nommer des gérants de différentes classes, à savoir un ou plusieurs gérants de classe A et un ou plusieurs gérants de classe B.

8.1. Pouvoirs du conseil de gérance

(i) Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les Statuts aux associés sont de la compétence du Conseil, qui a tous les pouvoirs pour effectuer et approuver tous les actes et opérations conformes à l'objet social.

(ii) Des pouvoirs spéciaux ou limités peuvent être délégués par le Conseil à un ou plusieurs agents pour des tâches spécifiques.

8.2. Procédure

(i) Le Conseil se réunit sur convocation d'un gérant de classe A et d'un gérant de classe B au lieu indiqué dans l'avis de convocation, qui en principe, sera au Luxembourg.

(ii) Il sera donné à tous les gérants une convocation écrite de toute réunion du Conseil au moins vingt-quatre (24) heures à l'avance, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les circonstances de cette urgence seront mentionnées dans la convocation à la réunion.

(iii) Aucune convocation n'est requise si tous les membres du Conseil sont présents ou représentés et si chacun d'eux déclare avoir parfaitement connaissance de l'ordre du jour de la réunion. Un gérant peut également renoncer à la convocation à une réunion, que ce soit avant ou après ladite réunion. Des convocations écrites séparées ne sont pas exigées pour des réunions se tenant dans des lieux et à des heures fixés dans un calendrier préalablement adopté par le Conseil.

(iv) Un gérant peut donner une procuration à un autre gérant afin de le représenter à toute réunion du Conseil.

(v) Le Conseil ne peut délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres sont présents ou représentés. Les décisions du Conseil sont valablement adoptées à la majorité des voix des gérants présents ou représentés, [à la condition qu'un ou les associés ont nommé un ou plusieurs gérants de classe A et un ou plusieurs gérants de classe B, au moins un gérant de classe A et un gérant de classe B votent en faveur de la décision]. Les décisions du Conseil sont consignées dans des procès-verbaux signés par le président de la réunion ou, si aucun président n'a été nommé, par tous les gérants présents ou représentés.

(vi) Tout gérant peut participer à toute réunion du Conseil par téléphone ou visio-conférence ou par tout autre moyen de communication permettant à l'ensemble des personnes participant à la réunion de s'identifier, de s'entendre et de se parler. La participation par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à une réunion valablement convoquée et tenue.

(vii) Des résolutions circulaires signées par tous les gérants (des Résolutions Circulaires des Gérants) sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une réunion du Conseil valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

8.3. Représentation

(i) La Société est engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances par les signatures conjointes d'un gérant de classe A et d'un gérant de classe B.

(ii) La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature de toutes personnes à qui des pouvoirs spéciaux ont été délégués par le Conseil.

Art. 9. Gérant unique.

9.1. Si la Société est gérée par un gérant unique, toute référence dans les Statuts au Conseil ou aux gérants doit être considérée, le cas échéant, comme une référence au gérant unique.

9.2. La Société est engagée vis-à-vis des tiers par la signature du gérant unique.

9.3. La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature de toutes personnes à qui des pouvoirs spéciaux ont été délégués.

Art. 10. Responsabilité des gérants. Les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle concernant les engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont conformes aux Statuts et à la Loi.

IV. Associé

Art. 11. Assemblées générales des associés et résolutions écrites des associés.

11.1. Pouvoirs et droits de vote

(i) Sauf lorsque des résolutions sont adoptées conformément à l'article 11.1. (ii), les résolutions des associés sont adoptées en assemblée générale des associés (chacune une Assemblée Générale).

(ii) Si le nombre des associés de la Société ne dépasse pas vingt-cinq (25), les résolutions des associés peuvent être adoptées par écrit (des Résolutions Ecrites des Associés).

(iii) Chaque part sociale donne droit à un (1) vote.

11.2. Convocations, quorum, majorité et procédure de vote

(i) Les associés peuvent être convoqués aux Assemblées Générales à l'initiative du Conseil. Le Conseil doit convoquer une Assemblée Générale à la demande des associés représentant plus de la moitié du capital social.

(ii) Une convocation écrite à toute Assemblée Générale est donnée à tous les associés au moins huit (8) jours avant la date de l'assemblée, sauf en cas d'urgence, auquel cas, la nature et les circonstances de cette urgence doivent être précisées dans la convocation à ladite assemblée.

(iii) Si des résolutions sont adoptées par écrit, le Conseil communique le texte des résolutions à tous les associés. Les associés votent par écrit et envoient leur vote à la Société endéans le délai fixé par le Conseil. Chaque gérant est autorisé à compter les votes.

(iv) Les Assemblées Générales sont tenues au lieu et heure précisés dans les convocations.

(v) Si tous les associés sont présents ou représentés et se considèrent comme ayant été valablement convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'Assemblée Générale peut se tenir sans convocation préalable.

(vi) Un associé peut donner une procuration écrite à toute autre personne, associé ou non, afin de le représenter à toute Assemblée Générale.

(vii) Les décisions de l'Assemblée Générale sont adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte à la première Assemblée Générale, les associés sont convoqués par lettre recommandée à une seconde Assemblée Générale et les décisions sont adoptées par l'Assemblée Générale à la majorité des voix exprimées, sans tenir compte de la proportion du capital social représenté.

(viii) Les Statuts ne peuvent être modifiés qu'avec le consentement de la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts du capital social.

(ix) Tout changement de nationalité de la Société ainsi que toute augmentation de l'engagement d'un associé dans la Société exige le consentement unanime des associés.

(x) Des Résolutions Ecrites des Associés sont adoptées avec le quorum de présence et de majorité détaillés ci-avant. Elles porteront la date de la dernière signature reçue endéans le délai fixé par le Conseil.

Art. 12. Associé unique. Dans le cas où le nombre des associés est réduit à un (1):

(i) l'associé unique exerce tous les pouvoirs conférés par la Loi à l'Assemblée Générale;

(ii) toute référence dans les Statuts aux associés, à l'Assemblée Générale ou aux Résolutions Circulaires des Associés doit être considérée, le cas échéant, comme une référence à l'associé unique ou aux résolutions de ce dernier; et

(iii) les résolutions de l'associé unique sont consignées dans des procès-verbaux ou rédigées par écrit.

V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices - Contrôle

Art. 13. Exercice social et approbation des comptes annuels.

13.1. L'exercice social commence le premier (1) janvier et se termine le trente et un (31) décembre de chaque année.

13.2. Chaque année, le Conseil doit dresser le bilan et le compte de profits et pertes, ainsi qu'un inventaire indiquant la valeur des actifs et passifs de la Société, avec une annexe résumant les engagements de la Société ainsi que les dettes du ou des gérants et des associés envers la Société.

13.3. Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social.

13.4. Le bilan et le compte de profits et pertes doivent être approuvés de la façon suivante:

(i) si le nombre des associés de la Société ne dépasse pas vingt-cinq (25), dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice social en question, soit (a) par l'Assemblée Générale annuelle (si elle est tenue), soit (b) par voie de Résolutions Ecrites des Associés; ou

(ii) si le nombre des associés de la Société dépasse vingt-cinq (25), par l'Assemblée Générale annuelle.

13.5. Si le nombre des associés de la Société dépasse vingt-cinq (25), l'Assemblée Générale annuelle se tient à l'adresse du siège social ou en tout autre lieu dans la municipalité du siège social, comme indiqué dans la convocation, le deuxième lundi du mois de mai de chaque année à 10 heures. Si ce jour n'est pas un jour ouvré à Luxembourg, l'Assemblée Générale annuelle se tient le jour ouvré suivant.

Art. 14. Commissaires / réviseurs d'entreprises.

14.1. Les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés, dans les cas prévus par la loi. Les associés nomment les réviseurs d'entreprises agréés, s'il y a lieu, et déterminent leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat.

14.2. Si la Société a plus de vingt-cinq (25) associés, ses opérations sont surveillées par un ou plusieurs commissaires, à moins que la loi ne requière la nomination d'un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés. Les commissaires sont sujets à la renomination par l'Assemblée Générale annuelle. Ils peuvent être associés ou non.

Art. 15. Affectation des bénéfices.

15.1. Cinq pour cent (5 %) des bénéfices nets annuels de la Société sont affectés à la réserve requise par la Loi (la Réserve Légale). Cette affectation cesse d'être exigée quand la Réserve Légale atteint dix pour cent (10 %) du capital social.

15.2. Les associés décident de l'affectation du solde des bénéfices nets annuels. Ils peuvent allouer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à un compte de réserve ou le reporter en respectant les dispositions légales applicables.

15.3. Des dividendes intérimaires peuvent être distribués à tout moment, aux conditions suivantes:

(i) des comptes intérimaires sont établis par le Conseil;

(ii) ces comptes intérimaires doivent montrer que suffisamment de bénéfices et autres réserves (y compris la prime d'émission) sont disponibles pour une distributions, étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social dont les comptes annuels ont été approuvés, le cas échéant, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, et réduit par les pertes reportées et les sommes à affecter à la réserve légale;

(iii) la décision de distribuer les dividendes intérimaires doit être adoptée par le Conseil dans les deux (2) mois suivant la date des comptes intérimaires; et

(iv) compte tenu des actifs de la Société, les droits des créanciers de la Société ne doivent pas être menacés.

Si les dividendes intérimaires qui ont été distribués excèdent les bénéfices distribuables à la fin de l'exercice social, le Conseil a le droit de réclamer la répétition des dividendes ne correspondant pas à des bénéfices réellement acquis et les associés doivent immédiatement reverser l'excès à la Société à la demande du Conseil.

VI. Dissolution - Liquidation

16.1. La Société peut être dissoute à tout moment, par une résolution des associés adoptée par la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts du capital social. Les associés nommeront un ou plusieurs liquidateurs, qui n'ont pas besoin d'être associés, pour réaliser la liquidation et détermineront leur nombre, pouvoirs et rémunération. Sauf décision contraire des associés, les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs et payer les dettes de la Société.

16.2. Le boni de liquidation après la réalisation des actifs et le paiement des dettes, s'il y en a, est distribué aux associés proportionnellement aux parts sociales détenues par chacun d'entre eux.

VII. Dispositions générales

17.1. Les convocations et communications, ainsi que les renoncations à celles-ci, peuvent être faites, et les Résolutions Circulaires des Gérants ainsi que les Résolutions Ecrites des Associés peuvent être établies par écrit, par télécopie, e-mail ou tout autre moyen de communication électronique.

17.2. Les procurations peuvent être données par tout moyen mentionné ci-dessus. Les procurations relatives aux réunions du Conseil peuvent également être données par un gérant conformément aux conditions acceptées par le Conseil.

17.3. Les signatures peuvent être sous forme manuscrite ou électronique, à condition de satisfaire aux conditions légales pour être assimilées à des signatures manuscrites. Les signatures des Résolutions Circulaires des Gérants, des

résolutions adoptées par le Conseil par téléphone ou visioconférence et des Résolutions Ecrites des Associés, selon le cas, sont apposées sur un original ou sur plusieurs copies du même document, qui ensemble, constituent un seul et unique document.

17.4. Pour tous les points non expressément prévus par les Statuts, il est fait référence à la loi et, sous réserve des dispositions légales d'ordre public, à tout accord présent ou futur conclu entre les associés.

Disposition transitoire

Le premier exercice social de la Société commence à la date du présent acte et s'achèvera le 31 décembre 2014.

Souscription et libération

MICHAELS U.S. HOLDINGS 2, LLC (G.P.) (Delaware), représentée comme indiqué ci-dessus, déclare souscrire à vingt-cinq mille (25.000.-) parts sociales sous forme nominative, d'une valeur nominale de un dollar canadien (CAD 1.-) chacune, et de les libérer intégralement par un apport en numéraire d'un montant de vingt-cinq mille dollars américains (CAD 25.000.-),

Le montant de vingt-cinq mille dollars canadiens (CAD 25,000.-) est à la disposition de la Société, comme il a été prouvé au notaire instrumentant.

Frais

Les dépenses, coûts, honoraires et charges de toutes sortes qui incombent à la Société du fait de sa constitution s'élèvent approximativement à EUR 1.500,-

Résolutions de l'associé

Immédiatement après la constitution de la Société, l'associé de la Société, représentant l'intégralité du capital social souscrit, a pris les résolutions suivantes:

1. Les personnes suivantes sont nommées en qualité de gérants A de la Société pour une durée indéterminée:
 - Charles M. Sonstebly, employé privé, né le 29 août 1963 à New Jersey, Etats-Unis d'Amérique, et ayant comme adresse professionnelle Michaels Stores, Inc., 8000 Bent Branch Dr, Irving, TX 75063, Etats-Unis d'Amérique; and
 - Michael J. Veitenheimer, employé privé, né le 6 juillet 1956 au Texas, Etats-Unis d'Amérique, et ayant comme adresse professionnelle Michaels Stores, Inc., 8000 Bent Branch Dr, Irving, TX 75063, United States.
2. Les personnes suivantes sont nommées en qualité de gérants B de la Société pour une durée indéterminée:
 - Johanna Dirkje Martina van Oort, employée privée, née à Groningen, Pays-Bas, le 26 février 1967, et ayant comme adresse professionnelle 13-15 Avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg; et
 - Claudine Schinker, employée privée, née à Pétange, Luxembourg le 31 mars 1964 et ayant comme adresse professionnelle 13-15 Avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg.
3. Le siège social de la Société est établi au 13-15 Avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare à la requête de la partie comparante que le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une traduction française et que, en cas de divergences, la version anglaise fait foi.

Dont Acte, fait et passé à Luxembourg, à la date qu'en tête des présentes.

Après avoir lu le présent acte, le notaire le signe avec le mandataire de la partie comparante.

Signé: S. WOLTER-SCHIERES et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 6 février 2014. Relation: LAC/2014/5846. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 25 février 2014.

Référence de publication: 2014031828/522.

(140035646) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 février 2014.

Great German Offices B, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1313 Luxembourg, 2A, rue des Capucins.

R.C.S. Luxembourg B 123.142.

—
EXTRAIT

Der Jahresabschluss vom 31.12.2012 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Unterschrift
Geschäftsführer

Référence de publication: 2014034702/12.

(140039456) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mars 2014.

Mirad Systems S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6832 Betzdorf, 9, rue Pierre Werner.

R.C.S. Luxembourg B 184.750.

— STATUTEN

Im Jahre zweitausendvierzehn, den sechsten Februar.

Vor Uns Notar Roger ARRENSDORFF, im Amtssitz zu Luxemburg (Großherzogtum Luxemburg).

Ist erschienen:

- Anton BLÄTTLER, Ingenieur, wohnhaft zu CH-9011 St. Gallen, Kammelenbergstrasse 38B,

hier vertreten durch Kai-Uwe BERG, Rechtsanwalt, geschäftsansässig zu L-1840 Luxemburg, 11A, boulevard Joseph II, auf Grund einer Vollmacht unter Privatschrift vom 21. Januar 2014,

welche Vollmacht nach ne varietur Unterzeichnung durch den Komparenten und den amtierenden Notar gegenwärtiger Urkunde als Anlage beigebogen bleibt um mit derselben einregistriert zu werden.

Vorbenannte Person ersucht den unterzeichneten Notar, die Satzung einer von ihm zu gründenden Aktiengesellschaft luxemburgischen Rechts wie folgt zu beurkunden:

Art. 1. Zwischen den Vertragsparteien und allen Personen welche später Aktionäre der Gesellschaft werden, wird eine Aktiengesellschaft unter der Bezeichnung "MIRAD Systems SA" gegründet.

Art. 2. Die Gesellschaft wird gegründet für eine unbestimmte Dauer von heute angerechnet. Sie kann frühzeitig aufgelöst werden durch Entscheid der Aktionäre, entscheidend so, wie im Falle einer Statutenänderung.

Art. 3. Der Sitz der Gesellschaft ist in der Gemeinde Betzdorf.

Sollten außergewöhnliche Ereignisse militärischer, politischer, ökonomischer oder sozialer Natur die normale Aktivität der Gesellschaft behindern oder bedrohen, so kann der Sitz der Gesellschaft durch einfache Entscheidung des Verwaltungsrates in eine andere Ortschaft des Großherzogtums Luxemburg oder sogar ins Ausland verlegt werden und zwar so lange bis zur Wiederherstellung normaler Verhältnisse.

Art. 4. Die Gesellschaft hat zum Zweck die Abwicklung von kommerziellen, industriellen und finanziellen Geschäften, unter welcher Form auch immer, aller Geschäfte welche sich auf Mobiliar- und Immobilienwerte beziehen sowie die Beteiligung an anderen Gesellschaften.

Desweiteren kann sie Gesellschaften an denen sie beteiligt ist, jede Art von Unterstützung gewähren, sei es durch Darlehen, Garantien und Vorschüsse.

Die Gesellschaft kann alle Arten von Wertpapieren und Rechten erwerben, dieselben verwalten und verwerten.

Die Gesellschaft kann generell alle Tätigkeiten und Geschäfte betreiben welche mittelbar oder unmittelbar mit ihrem Gesellschaftszweck zusammenhängen.

Art. 5. Das gezeichnete Aktienkapital beträgt EINUNDREISSIGTAUSEND EURO (31.000.- €), eingeteilt in DREIHUNDERTZEHN (310) Aktien mit einem Nominalwert von je HUNDERT EURO (100.- €), welche eine jede Anrecht gibt auf eine Stimme in den Generalversammlungen.

Die Aktien, je nach Wahl des Eigentümers, sind Inhaberaktien oder lauten auf Namen.

Die Aktien können, auf Wunsch des Besitzers, aus Einzelaktien oder aus Aktienzertifikaten für zwei oder mehr Aktien bestehen.

Das gezeichnete Aktienkapital der Gesellschaft kann erhöht oder herabgesetzt werden, durch Beschluß der Generalversammlung, welcher wie bei Satzungsänderungen zu fassen ist.

Die Gesellschaft kann im Rahmen des Gesetzes und gemäß den darin festgelegten Bedingungen ihre eigenen Aktien erwerben.

Art. 6. Die Gesellschaft wird durch einen Verwaltungsrat verwaltet, der aus drei Personen bestehen muss, welcher aus seinen Reihen einen Vorsitzenden wählt und bei einer Einpersonensaktiengesellschaft aus einem Mitglied bestehen kann. Sie werden ernannt für eine Dauer die sechs Jahre nicht überschreiten darf. Der Vorsitzende kann auch durch die Generalversammlung ernannt werden.

Art. 7. Der Verwaltungsrat hat die weitestgehenden Befugnisse, um die Gesellschaftsangelegenheiten zu führen und die Gesellschaft im Rahmen des Gesellschaftszweckes zu verwalten. Er ist für alles zuständig, was nicht ausdrücklich durch das Gesetz oder die vorliegende Satzung der Generalversammlung vorbehalten ist.

Der Verwaltungsrat ist ermächtigt Vorauszahlungen auf Dividenden zu machen, im Rahmen der Bedingungen und gemäß den Bestimmungen welche durch das Gesetz festgelegt sind.

Der Verwaltungsrat oder die Generalversammlung kann die ganze oder teilweise tägliche Geschäftsführung, sowie die Vertretung der Gesellschaft betreffend diese Geschäftsführung, an ein oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder, Direktoren, Geschäftsführer oder Agenten übertragen, welche nicht Aktionäre zu sein brauchen.

Die Gesellschaft wird verpflichtet sei es durch die gemeinsame Unterschrift des geschäftsführenden Verwaltungsratsmitglieds und einem der beiden Verwaltungsratsmitgliedern oder durch die gemeinsame Unterschrift aller Verwaltungsratsmitglieder oder des alleinigen Verwaltungsratsmitglieds.

Art. 8. Die Gesellschaft wird bei Gericht als Klägerin oder als Beklagte durch ein Verwaltungsratsmitglied oder durch die hierzu speziell bestellte Person rechtsgültig vertreten.

Art. 9. Die Tätigkeit der Gesellschaft wird durch einen oder mehrere Kommissare überwacht.
Sie werden ernannt für eine Dauer, welche sechs Jahre nicht überschreiten darf.

Art. 10. Das Geschäftsjahr beginnt am ersten Januar und endet am einunddreissigsten Dezember.

Art. 11. Die jährliche Generalversammlung tritt am Gesellschaftssitz oder an dem im Einberufungsschreiben genannten Ort zusammen und zwar am dritten Montag des Monats April jeden Jahres um 12.00 Uhr.

Falls der vorgenannte Tag ein Feiertag ist, findet die Versammlung am ersten nachfolgenden Werktag statt.

Art. 12. Um der Generalversammlung beiwohnen zu können, müssen die Besitzer von Inhaberaktien fünf volle Tage vor dem festgesetzten Datum ihre Aktien hinterlegen. Jeder Aktionär hat das Recht selbst zu wählen oder einen Mandatar zu bestellen. Letzterer muß nicht unbedingt Aktionär sein.

Art. 13. Die Generalversammlung hat die weitestgehenden Befugnisse um alle Akte, welche die Gesellschaft interessieren zu tätigen oder gutzuheißen. Sie entscheidet über die Zuweisung und über die Aufteilung des Nettogewinns.

Die Generalversammlung kann beschließen, Gewinne und ausschüttungsfähige Rücklagen zur Kapitaltilgung zu benutzen, ohne Durchführung einer Kapitalherabsetzung.

Art. 14. Für alle Punkte, die nicht in dieser Satzung festgelegt sind, verweisen die Gründer auf die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915, sowie auf dessen spätere Änderungen.

Übergangsbestimmungen

- 1) Das erste Geschäftsjahr beginnt am heutigen Tag und endet am 31. Dezember 2014.
- 2) Die erste ordentliche Generalversammlung findet statt im Jahre 2015.

Kapitalzeichnung

Die Aktien wurden durch den einzigen Aktieninhaber gezeichnet.

Das gezeichnete Kapital wurde bar in voller Höhe eingezahlt. Demzufolge steht der Gesellschaft der Betrag von ELNUNDDREISSIGTAUSEND EURO (31.000.- €) zur Verfügung, was dem unterzeichneten Notar nachgewiesen und von diesem ausdrücklich bestätigt wird.

Bescheinigung

Der unterzeichnete Notar bescheinigt, daß die Bedingungen von Artikel 26 des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften erfüllt sind.

Schätzung der Gründungskosten

Die Gründer schätzen die Kosten, Gebühren und jedwelche Auslagen, welche der Gesellschaft aus Anlaß gegenwärtiger Gründung erwachsen, auf ungefähr NEUNHUNDERT EURO (900.- €).

Außerordentliche Generalversammlung

Sodann hat der Erschienenene in einer außerordentlichen Generalversammlung folgende Beschlüsse gefaßt:

Erster Beschluß

Die Zahl der Verwaltungsratsmitglieder wird auf drei (3) festgelegt, die der Kommissare auf einen (1), die der geschäftsführenden Verwaltungsratsmitglieder auf einen (1) und die der Verwaltungsratsvorsitzenden auf einen (1).

Zu Verwaltungsratsmitgliedern werden ernannt:

- 1) MMS Mercury Management Services S.A. (B 135.236), mit Sitz zu L-1840 Luxembourg, 11A, boulevard Joseph II, welche durch ihren ständigen Vertreter Stefan SCHLEIMER, Kaufmann, geschäftsansässig zu L-1840 Luxembourg, 11A, boulevard Joseph II, vertreten wird.
- 2) Anton BLÄTTLER, Ingenieur, wohnhaft zu CH-9011 St. Gallen, Kammelenbergstrasse 38B.
- 3) Katharina Ursula REINDL, Betriebswirtschafterin, wohnhaft zu CH-9056 Gais, Gaiserau 27.

53752

Zweiter Beschluß

Zum Kommissar wird ernannt:

- LCG International A.G. (B 86.354), mit Sitz in L-1840 Luxembourg, 11A, boulevard Joseph II.

Dritter Beschluß

Zum geschäftsführenden Verwaltungsratsmitglied wird ernannt:

- MMS Mercury Management Services S.A. (B 135.236), mit Sitz zu L-1840 Luxembourg, 11A, boulevard Joseph II, welche durch ihren ständigen Vertreter Stefan SCHLEIMER, Kaufmann, geschäftsansässig zu L-1840 Luxembourg, 11A, boulevard Joseph II, vertreten wird.

Vierter Beschluß

Zum Verwaltungsratsvorsitzenden wird ernannt:

- Anton BLÄTTLER, Ingenieur, wohnhaft zu CH-9011 St. Gallen, Kammelenbergstrasse 38B.

Fünfter Beschluß

Die Mandate der Verwaltungsratsmitglieder, des Kommissars, des geschäftsführenden Verwaltungsratsmitglieds und des Verwaltungsratsvorsitzenden enden am Tage der Generalversammlung welche über das Geschäftsjahr 2019 befindet.

Sechster Beschluß

Die Anschrift der Gesellschaft lautet:

L-6832 Betzdorf, 9, rue Pierre Werner.

Der Verwaltungsrat ist ermächtigt die Anschrift der Gesellschaft abzuändern innerhalb der Gemeinde in der sich der statutarische Gesellschaftssitz befindet.

Siebter Beschluß

Gemäß den Bestimmungen des Artikels 60 des Gesetzes über die Gesellschaften und Artikel 7 der gegenwärtigen Satzung, ist der Verwaltungsrat ermächtigt unter seinen Mitgliedern ein oder mehrere geschäftsführende Verwaltungsratsmitglieder welche befugt sind die Gesellschaft durch ihre alleinige Unterschrift zu verpflichten für alles was die tägliche Geschäftsführung anbelangt (administrateur-délégué) zu bezeichnen.

Worüber Urkunde, Aufgenommen zu Luxemburg, 11A, boulevard Joseph II.

Der unterzeichnete Notar, welcher der deutschen Sprache mächtig ist, bestätigt hiermit, daß der Text der vorliegenden Urkunde auf Wunsch der Parteien in deutsch abgefaßt ist, gefolgt von einer englischen Übersetzung; er bestätigt weiterhin, daß es der Wunsch der Parteien ist, daß im Falle von Abweichungen zwischen dem deutschen und dem englischen Text der deutsche Text Vorrang hat.

Und nach Vorlesung und Erklärung an den Erschienenen hat derselbe Uns Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, mit Uns, Notar, gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Follows the English translation:

In the year two thousand fourteen, on the sixth of February.

Before Us Maître Roger ARRENSDORFF, notary residing in Luxembourg (Grand-Duchy of Luxembourg).

Has appeared:

- Anton BLÄTTLER, engineer, residing in CH-9011 St. Gallen, Kammelenbergstrasse 38B, here represented by Kai-Uwe BERG, lawyer, residing professionally in L-1840 Luxembourg, 11A, boulevard Joseph II, by virtue of a proxy given under private seal on the 21th of January 2014,

which initialed ne varietur by the appearing person and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party has requested the notary to draw up the following Articles of Incorporation of a société anonyme which he declared to organize among himself.

Art. 1. Between those present this day and all persons who will become owners of the shares mentioned hereafter, a société anonyme is hereby formed under the title "MIRAD Systems SA".

Art. 2. The Corporation is established for an unlimited period from the date thereof. The Corporation may be dissolved prior by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these Articles of Incorporation.

Art. 3. The Head Office of the Company is in the municipality of Betzdorf.

Should a situation arise or be deemed imminent, whether military, political, economic or social, which would prevent the normal activity at the Head Office of the Company, the Head Office of the Company may be transferred by decision

of the board of directors to any other locality of the Grand Duchy of Luxembourg and even abroad, until such time as the situation becomes normalised.

Art. 4. The company's object is, as well in Luxembourg as abroad, in the one hand, in whatever form, any industrial, commercial, financial, personal or real estate property transactions, which are directly or indirectly in connection with the creation, management and financing, in whatever form, of any undertakings and companies having any object in whatever form, as well as, in the other hand, the management and development, permanently or temporarily, of the portfolio created for this purpose.

The Company may take participating interests by any means in any business, undertakings or companies having the same, analogous or connected object, or which may favour its development or the extension of its operations.

Art. 5. The subscribed capital is set at THIRTY ONE THOUSAND EURO (31.000.- €) represented by THREE HUNDRED TEN (310) shares with a par value of HUNDRED EURO (100.- €) each, carrying one voting right in the general assembly.

All the shares are, at the owner's option, in bearer or nominative form.

The corporation's shares may be created, at the owner's option, in certificates representing single shares or two or more shares.

The subscribed capital of the corporation may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of Incorporation.

The company can proceed to the repurchase of its own shares within the bounds laid down by the law.

Art. 6. The company is administrated by a Board comprising at least three members. It can be administrated by one director in case of unipersonal company. Their mandate may not exceed six years. The chairman is elected by the General Meeting.

Art. 7. The Board of Directors possesses the widest powers to manage the business of the Company and to take all actions of disposal and administration which are in line with the object of the Company, and anything which is not a matter for the General Meeting in accordance with the present Articles or governed by law, comes within its competence.

The Board of Directors is authorized to proceed to the payment of a provision of dividend within the bounds laid down by the law.

The General Assembly or the Board of Directors may delegate all or part of the powers of the Board of Directors concerning the daily management of the Company's business, either to one or more directors, or, as holders of a general or special proxy, to third persons who do not have to be shareholders of the Company.

All acts binding the company must be signed by the Managing Director and one of the Directors, or by the signature of all the Directors, or by the sole Director.

Art. 8. Legal action, as claimant as well as defendant, will be taken in the name of the Company by one member of the Board of Directors, or by the person delegated to this office.

Art. 9. The Company's operations are supervised by one or more auditors. Their mandate may not exceed six years.

Art. 10. The Company's business year begins on the first of January to the thirty-first of December of each year.

Art. 11. The annual General Meeting is held on the third Monday of the month of April at 12.00 o'clock at the Company's Head Office, or at another place to be specified in the convening notices. If such day is a legal holiday, the General Meeting will be held on the next following business day.

Art. 12. To be admitted to the General Meeting, the owner of bearer shares must deposit them five full days before the date fixed for the meeting; any shareholder will be entitled to vote in person or through a proxy, who need not be a shareholder himself.

Art. 13. The General Assembly has the widest powers to take or ratify any action concerning the Company. It decides how the net profit is allocated and distributed.

The General Assembly may decide that profits and distributable reserves are assigned to the redemption of the stock, without reduction of the registered capital.

Art. 14. For any points not covered by the present articles, the parties refer to the provisions of the Act of August 10, 1915 and of the modifying Acts.

Transitory dispositions

- 1) The first accounting year will begin today and will end on December 31, 2014.
- 2) The first annual general meeting of shareholders will be held in 2015.

Subscription

The capital has been subscribed by the sole shareholder.

All these shares have been paid up in cash to the extent of one hundred per cent, and therefore the amount of THIRTY ONE THOUSAND EURO (31.000.- €) is as now at the disposal of the Company, proof of which has been duly given to the notary.

Statement

The notary declares that he has checked the existence of the conditions listed in Article 26 of the commercial companies act and states explicitly that these conditions are fulfilled.

Costs

The amount of the expenses, remunerations and charges, in any form whatsoever, to be borne by the Company, or charged to it for its formation, amount to about NINE HUNDRED EURO (900.- €).

Extraordinary General Meeting

The appearing person takes the following resolutions in an extraordinary general meeting:

First resolved

The number of Directors is set at three (3), that of the Auditors at one (1), that of the Managing Directors of the Company at one (1) and that of the Chairman of the Board of Directors of the Company at one (1).

The following are appointed Directors:

- MMS Mercury Management Services S.A. (B 135.236), having its registered office in L-1840 Luxembourg, 11A, boulevard Joseph II,

here represented by its permanent representative Stefan SCHLEIMER, businessman, residing professionally in L-1840 Luxembourg, 11A, boulevard Joseph II.

- Anton BLÄTTLER, engineer, residing in CH-9011 St. Gallen, Kammelenbergstrasse 38B.

- Katharina Ursula REINDL, Betriebswirtschafterin, wohnhaft zu CH-9056 Gais, Gaiserau 27.

Second resolved

Is elected as Auditor:

- LCG International A.G. (B 86.354), with registered office in L-1840 Luxembourg, 11A, boulevard Joseph II.

Third resolved

The following is appointed managing Director of the Company:

- MMS Mercury Management Services S.A. (B 135.236), having its registered office in L-1840 Luxembourg, 11A, boulevard Joseph II,

here represented by its permanent representative Stefan SCHLEIMER, businessman, residing professionally in L-1840 Luxembourg, 11A, boulevard Joseph II.

Fourth resolved

The following is appointed Chairman of the Board of Directors.

- Anton BLÄTTLER, engineer, residing in CH-9011 St. Gallen, Kammelenbergstrasse 38B.

Fifth resolved

Their terms of office will expire after the annual meeting which will approve the financial statements of the year 2019.

Sixth resolved

The address of the company is fixed at L-6832 Betzdorf, 9, rue Pierre Werner.

The Board of Directors is authorized to change the address of the company inside the municipality of the company's corporate seat.

Seventh resolved

Persuant to article 60 of the company law and article 7 of these Articles of Incorporation, the Board of Directors is authorized to elect one or more managing director(s) of the Company with such powers as are necessary to bind the Company with his (theirs) sole signature for the day-to-day management.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in German followed by an English translation; on the request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the German texts, the German version will be prevailing.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, 11A, boulevard Joseph II.

The document having been read to the appearing person, known to the notary, by his surnames, Christian names, civil status and residences, the said appearing person signed with Us, the notary, the present original deed.

Gezeichnet: BERG, ARRENSDORFF.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 7 février 2014. Relation: LAC / 2014 / 6143. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Luxembourg, le 26 février 2014.

Référence de publication: 2014031845/259.

(140035302) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 février 2014.

Gewinner S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 41, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 157.589.

Le bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014034700/10.

(140039278) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mars 2014.

GST AutoLeather Holdings S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 138.699.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Un mandataire

Référence de publication: 2014034706/10.

(140039049) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mars 2014.

**Cemtec S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Olinto Consulting S.à r.l.).**

Siège social: L-9779 Eselborn, 20, Op der Sang.

R.C.S. Luxembourg B 165.017.

L'an deux mil quatorze, le dix-sept février

Par devant Maître Joëlle SCHWACHTGEN, notaire de résidence à Wiltz.

Ont comparu:

1) Monsieur Germano LASCHI, informaticien, né le 8 septembre 1953 à Frabosa Soprana (I), demeurant à L-9647 Doncols, 94, Duerfstrooss

2) Monsieur José Luis RODRIGUEZ ANTA, employé administratif, né le 1^{er} février 1958 à Riodolas (E), demeurant à B-1200 Bruxelles, 28, Avenue du Mistrall ici valablement représenté par Monsieur Germano LASCHI, prénommé, en vertu d'une procuration sous seing privée annexée au présent acte pour être enregistrée avec celui-ci.

3) Monsieur Philippe DE HALLEUX, né à Wilrijk (B), le 20 janvier 1966, demeurant à B-3040 Sint-Agatha Rode, Veeweidestraat, 68, ici valablement représenté par Monsieur Patrick SERVAIS, demeurant professionnellement à Wiltz en vertu d'une procuration sous seing privée annexée au présent acte pour être enregistrée avec celui-ci.

Les comparants Monsieur Germano LASCHI et Monsieur José Luis RODRIGUEZ ANTA prénommés, sont associés de la société à responsabilité limitée «Olinto Consulting S.à r.l.» avec siège social à L-9647 Doncols, 94, Duerfstrooss, constituée suivant acte reçu par Maître Anja HOLTZ, notaire alors de résidence à Wiltz, en date du 11 octobre 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations en date du 7 janvier 2012 sous le numéro 59, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg section B numéro 165.017

Ces comparants, prennent alors les décisions suivantes:

Première résolution

Monsieur Germano LASCHI, prénommé, cède par les présentes ses 10 (dix) parts sociales et Monsieur José-Luis RODRIGUEZ ANTA, prénommé, cède par les présentes ses 90 (quatre-vingt-dix) parts sociales à Monsieur Philippe DE HALLEUX, prénommé, qui accepte ces 100 (cent) parts sociales

Lesdites cessions prennent effet à partir d'aujourd'hui.

Les parts cédées ne sont représentées par aucun titre, le cessionnaire est, à partir de ce jour, subrogée dans tous les droits et obligations attachés aux parts cédées.

Prix.

La présente cession de parts a eu lieu pour et moyennant le prix convenu entre parties que les cédants reconnaissent et déclarent avoir reçu du cessionnaire avant la signature du présent acte, ce dont quittance et titre de la part des cédants.

Acceptation de la cession de parts sociales

Monsieur Germano LASCHI et Monsieur José-Luis RODRIGUEZ ANTA prénommés, déclarent accepter cette cession, en tant que gérants, au nom de la société conformément aux dispositions de l'article 189 de la loi sur les sociétés commerciales, ils déclarent qu'ils n'ont entre leurs mains aucune opposition ni empêchement qui puisse arrêter l'effet de la susdite cession.

Suite aux prédites cessions les parts sociales de la société sont détenues comme suit:

- Monsieur Philippe DE HALLEUX, prénommé, cent parts sociales.	100
Total des parts: cent parts	100

Deuxième Résolution

Suite à la cession de parts ci-avant, l'associé unique décide de modifier l'article 6 des statuts, 1^{er} alinéa:

« **Art. 6. (1^{er} alinéa).** Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (12.500.-EUR) divisé en cent (100) parts sociales de cent vingt-cinq euros (125.-EUR) chacune, réparties comme suit:

- Monsieur Philippe DE HALLEUX, prénommé, cent parts sociales	100
Total des parts: cent parts	100»

Troisième Résolution

L'associé unique décide de changer la dénomination sociale de la société de «OLINTO CONSULTING S.à r.l.» en «CEMTEC S.à r.l.» et modifie l'article 2 y afférent:

« **Art. 2.** La société prend la dénomination de «CEMTEC S.à r.l.»

Quatrième Résolution

L'assemblée décide de transférer le siège de L-9647 Doncols, 94, Duerfstrooss à L-9779 Eselborn, 20, Op der Sang (ZI Eselborn-Lentzweiler) et de modifier l'article 4 y afférent:

« **Art. 4.** Le siège social de la société est établi dans la commune de Clervaux.»

Cinquième Résolution

L'associé unique décide de rajouter un alinéa à l'objet social et en conséquence modifie l'article 3 des statuts, lequel aura la teneur suivante:

« **Art. 3.** La société a pour objet toutes prestations de services de consultance informatique et notamment, localement et internationalement le pilotage à la gestion de projets informatiques, l'accompagnement et le conseil aux clients sur différents projets, l'analyse des besoins, des problèmes d'implémentation, de formation, de maintenance, de support et d'évolution des logiciels.

De plus, elle a pour objet l'achat et la vente de matériel informatique et de matériaux de construction.

Dans le cadre de son activité, la société pourra accorder hypothèque, emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques, sous réserve des dispositions légales afférentes.

Elle pourra effectuer toutes opérations commerciales, financières, mobilières et immobilières se rapportant directement ou indirectement à l'objet ci-dessus et susceptibles d'en faciliter l'extension ou le développement.»

Sixième Résolution

L'associé unique accepte la démission des gérants à savoir José-Luis RODRIGUEZ ANTA, gérant administratif et Monsieur Germano LASCHI, gérant technique prénommés et leur donne décharge.

Septième Résolution

L'associé unique désigne comme nouveau gérant unique Monsieur Philippe DE HALLEUX, prénommé pour une durée indéterminée.

La société sera valablement engagée par la signature du gérant unique.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la société, sont évalués à 1020,-EUR.

DONT ACTE, fait et passé à Wiltz, en l'étude du notaire instrumentant, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire de la comparante, connue du notaire par son nom, prénom usuel, état et demeure, elle a signé avec le Notaire, le présent acte.

Signé: Laschi, Servais, Joëlle SCHWACHTGEN.

Enregistré à Wiltz, le 18 février 2014. Relation: WIL/2014/132. Reçu soixante-quinze euros (75 €).

Le Receveur ff. (signé): Zeimes.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société pour servir à des fins administratives.

Wiltz, le 19 février 2014.

Référence de publication: 2014031864/87.

(140035316) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 février 2014.

Mon vin pour toir S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5405 Bech-Kleinmacher, 24, route du Vin.

R.C.S. Luxembourg B 184.764.

—
STATUTS

L'an deux mille quatorze, le six février.

Pardevant Maître Frank MOLITOR, notaire de résidence à Luxembourg.

Ont comparu:

1.- Yves MARCHAL, employé privé, né à Esch-sur-Alzette le 11 septembre 1970, demeurant à L-5405 Bech-Kleinmacher, 59, route du Vin.

2.- Joseph GLODEN, indépendant, né à Luxembourg le 23 août 1973, demeurant à L-5405 Bech-Kleinmacher, 24, route du Vin.

3.- Tom PFEIFFER, employé privé, né à Ettelbruck le 16 octobre 1972, demeurant à L-6931 Mensdorf, 20, A Gaessen.

Les comparants ont requis le notaire de documenter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'ils déclarent constituer entre elles.

Art. 1^{er}. La société prend la dénomination de Mon vin pour toi SARL.

Art. 2. Le siège de la société est établi dans la commune de Schengen.

Art. 3. La société a pour objet le commerce de vins, de tous autres produits à base de vins, de boissons alcooliques et non-alcooliques ainsi que de produits alimentaires. La société peut mener à bien toutes les opérations généralement quelconques se rattachant directement ou indirectement à son objet.

La société a en outre pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres entreprises luxembourgeoises ou étrangères, la gestion ainsi que la mise en valeur de ces participations.

Elle pourra effectuer toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières et immobilières se rapportant directement ou indirectement à l'objet ci-dessus et susceptibles d'en faciliter l'extension ou le développement.

Art. 4. La durée de la société est illimitée.

Art. 5. Le capital social est fixé à douze mille six cents (12.600.-) euros, représenté par quatre-vingt-dix (90) parts de cent quarante (140.-) euros chacune.

Art. 6. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Elles ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Les parts sociales ne peuvent être transmises pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'agrément des propriétaires de parts sociales représentant les deux tiers des droits appartenant aux survivants. Ce consentement n'est toutefois pas requis lorsque les parts sont transmises soit à des héritiers réservataires soit au conjoint survivant.

Art. 7. La société est gérée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, choisis par les associés qui fixent la durée de leur mandat et leurs pouvoirs. Ils peuvent être à tout moment révoqués sans indication de motif.

Art. 8. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Art. 9. Pour tout ce qui n'est pas prévu aux présentes, les parties s'en réfèrent aux dispositions légales.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence le jour de la constitution pour finir le 31 décembre 2014.

Souscription et libération

Les parts ont été souscrites comme suit:

1.- Yves MARCHAL, employé privé, né à Esch-sur-Alzette le 11 septembre 1970, demeurant à L-5405 Bech-Kleinmacher, 59, route du Vin	30
2.- Joseph GLODEN, indépendant, né à Luxembourg le 23 août 1973, demeurant à L-5405 Bech-Kleinmacher, 24, route du Vin	30
3.- Tom PFEIFFER, employé privé, né à Ettelbruck le 16 octobre 1972, demeurant à L-6931 Mensdorf, 20, A Gaessen.	30
Total: Quatre-vingt-dix parts	90

Elles ont été intégralement libérées par des versements en espèces.

Frais

Le montant des frais généralement quelconques incombant à la société en raison de sa constitution s'élève approximativement à huit cent cinquante (850.-) euros.

Assemblée Générale Extraordinaire

Ensuite les associés, représentant l'intégralité du capital social et se considérant comme dûment convoqués, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire et à l'unanimité des voix ont pris les résolutions suivantes:

- L'adresse de la société est fixée à L-5405 Bech-Kleinmacher, 24, route du Vin.
- Le nombre des gérants est fixé à deux (2).
- Sont nommés gérants, pour une durée illimitée:

1.- Yves MARCHAL, employé privé, né à Esch-sur-Alzette le 11 septembre 1970, demeurant à L-5405 Bech-Kleinmacher, 59, route du Vin.

2.- Joseph GLODEN, indépendant, né à Luxembourg le 23 août 1973, demeurant à L-5405 Bech-Kleinmacher, 24, route du Vin.

La société est engagée par la signature conjointe des deux gérants.

Déclaration

Les associés déclarent, en application de la loi du 12 novembre 2004, telle qu'elle a été modifiée par la suite, être les bénéficiaires réels de la société faisant l'objet des présentes et certifient que les fonds/biens/droits servant à la libération du capital social ne proviennent pas respectivement que la société ne se livre(ra) pas à des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code Pénal et 8-1 de la loi du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-5 du Code Pénal (financement du terrorisme).

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, en l'étude.

Et après information par le notaire aux comparants que la constitution de la présente société ne dispense pas, le cas échéant, la société de l'obligation de demander une autorisation de commerce afin de pouvoir se livrer à l'exercice des activités décrites plus haut sub "objet social" respectivement après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par nom, prénoms usuels, état et demeure, de tout ce qui précède, Ils ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: Marchal, Gloden, Pfeiffer et Molitor.

Enregistré à LUXEMBOURG A.C., le 10 février 2014. Relation LAC/2014/6433. Reçu soixante quinze euros 75.-

Le Receveur (signé): Thill.

Référence de publication: 2014031830/81.

(140035620) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 février 2014.

Orangefield Finance (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 136.954.

In the year two thousand thirteen, on the seventh of October.

Before Maître Joseph ELVINGER, Civil Law Notary, residing in Luxembourg.

THERE APPEARED

“Orangefield B.V.”, having its registered office at Teleportboulevard 140, NI-1043 EJ Amsterdam (The Netherlands), (hereinafter referred to as the “appearing Party”);

here represented by Ms Sara LECOMTE, private employee, by virtue of a proxy given privately to her on 19 September 2013.

The aforeseaid proxy, after signature ne varietur by the proxyholder and the notary shall remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The appearing party is the sole shareholder of "Orangefield Finance (Luxembourg) S.A.", a Société à responsabilité limitée, having its registered office at 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, registered with the Registre de Commerce et des Sociétés_Luxembourg under section B number 136954, incorporated pursuant to a deed enacted by Maître Martine Schaeffer, Civil Law Notary, residing in Luxembourg on 19 February 2008, published in the Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, number 866 of 9 April 2008; and the Articles of Association of which have never been amended.

Article 200-2 of the Luxembourg law on commercial companies of 10 August 1915, as amended ("Article 200-2") provides that a sole shareholder of a Société à responsabilité limitée shall exercise the powers of the general meeting of shareholders of the Company and the decisions of the sole shareholder are recorded in minutes or drawn up in writing.

The Sole Shareholder, acting in its capacity of sole shareholder of the Company, hereby passes the following written resolutions in accordance with Article 200-2 and declared and requested the Notary to act that:

First resolution

The meeting decides the anticipated dissolution of the company and to put it into liquidation with immediate effect.

Second resolution

The meeting decides to appoint as liquidator Co-Ventures S.A., a Société Anonyme duly incorporated and existing under the laws of Luxembourg, having its registered office at 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, registered with the Registre de Commerce et des Sociétés_Luxembourg under section B number 48838.

The liquidator has the broadest powers foreseen by articles 144-148 bis of the law on commercial companies. He may execute all acts foreseen by article 145 without the authorization of the general meeting whenever it is requested.

The liquidator is dispensed to draw up an inventory and he may refer to the books of the company.

He may, under his own liability, delegate for special operations to one or more proxy holders such capacities and for such period he may determine.

The meeting decides to grant full and complete discharge to the managers of the Company for the performance of their mandate.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever, which shall be borne by the company as a result of the present deed, are estimated at approximately one thousand euros (EUR 1,000.-).

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

Whereof the present notarial deed was drawn up and duly enacted in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, they signed together with us, the notary, the present original deed.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing persons and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille treize, le sept octobre.

Par devant Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

A COMPARU

«Orangefield B.V.», ayant son siège social à Teleportboulevard 140, NI-1043 EJ Amsterdam (Pays-Bas), (ci-après la «comparante»);

représentée par Madame Sara LECOMTE, employée privée, en vertu d'une procuration sous seing privé lui-délivrée en date du 19 septembre 2013.

Laquelle procuration, signée ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentant restera annexée au présent acte pour être enregistrée en même temps.

La comparante est l'associée unique d'«Orangefield Finance (Luxembourg) S.à r.l.» une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois ayant son siège social au 40, avenue Monterey, L-2453 Luxembourg, immatriculée au Registre

de Commerce et des Sociétés_Luxembourg sous section B numéro 136954, constituée suivant acte reçu par Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg le 19 février 2008, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 866 du 9 avril 2008 et dont les statuts n'ont jamais été modifiés;

L'article 200-2 de la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales du 10 août 1915 dans sa version coordonnée («Article 200-2») dispose qu'un associé unique d'une société à responsabilité limitée exercera les pouvoirs de l'assemblée générale des associés de la Société et les décisions de l'associé unique seront documentées dans un procès verbal ou rédigées par écrit.

L'Associé Unique, agissant dans sa capacité d'associé unique de la Société, par la présente adopte les résolutions écrites suivantes conformément à l'Article 200-2 déclare et demande au Notaire d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de la mise en liquidation de la société avec effet immédiat.

Deuxième résolution

L'assemblée décide de nommer en tant que liquidateur, la société Co-Ventures S.A., une Société Anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, immatriculée au registre de Commerce et des Sociétés_Luxembourg sous section B numéro 48838.

Le liquidateur prénommé a la mission de réaliser tout l'actif et apurer le passif de la société. Dans l'exercice de sa mission, le liquidateur est dispensé de dresser inventaire et il peut se référer aux écritures de la société. Le liquidateur pourra sous sa seule responsabilité, pour des opérations spéciales et déterminées, déléguer tout ou partie de ses pouvoirs à un ou plusieurs mandataires. Le liquidateur pourra engager la société en liquidation sous sa seule signature et sans limitation. Il dispose de tous les pouvoirs tels que prévus à l'article 144 de la loi sur les sociétés commerciales, ainsi que de tous les pouvoirs stipulés à l'article 145 de ladite loi, sans avoir besoin d'être préalablement autorisés par l'assemblée générale des associés

L'assemblée décide de donner décharge pleine et entière aux gérants de la Société pour l'exécution de leur mandat.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de mille euros (EUR 1.000,-).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au mandataire du comparant, il a signé avec Nous notaire la présente minute.

Le notaire soussigné qui connaît la langue anglaise constate que sur demande des comparants le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française.

Sur demande du même comparant et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Signé: S.LECOMTE, J.ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils le 8 octobre 2013. Relation: LAC/2013/45784. Reçu douze euros (EUR 12,-).

Le Receveur (signé): C.FRISING.

Référence de publication: 2014031865/100.

(140035322) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 février 2014.

Musha S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach.

R.C.S. Luxembourg B 147.113.

Extrait de la résolution de l'administrateur unique prise en date du 24 février 2014

En date du 24 février 2014, l'administrateur unique de la Société a décidé de transférer le siège social de la Société de L-1330 Luxembourg, 34A, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte, à L-2168 Luxembourg, 127, Rue de Mühlenbach, avec effet au 1^{er} mars 2014.

A partir du 1^{er} mars 2014, la nouvelle adresse professionnelle de Monsieur François Georges sera la suivante: L-2168 Luxembourg, 127, Rue de Mühlenbach.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} mars 2014.

MUSHA S.A.

Référence de publication: 2014034220/16.

(140038537) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 mars 2014.
